



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT



Éditorial

Début 2014 la reprise de la production laitière soutient le commerce extérieur des IAA

L'hiver 2013-2014 a été marqué à la fois par des températures très douces sur l'ensemble du pays, avec pratiquement pas de gelées en plaine, et des précipitations très abondantes sur la façade Ouest du pays et le Sud-Est mais déficitaires dans l'Hérault, les Pyrénées-Orientales et le Nord-Est. Avec des tempêtes à répétition, les précipitations, ont ainsi été près de deux fois supérieures aux normales saisonnières en Bretagne et près de trois fois supérieures dans le Sud-Est. Des crues et des inondations se sont produites en Bretagne, dans le sud de l'Aquitaine et, de façon plus localisée, dans de nombreuses autres zones. Cet hiver doux et humide a retardé les semis de printemps et aussi les interventions sur les cultures en place et fait craindre des dégâts sur celles-ci.

La tendance s'est heureusement inversée début mars, le temps sec et ensoleillé favorisant le ressuyage rapide des sols, facilitant les semis et, plus large-

ment, la reprise de l'activité dans les champs (*Infos rapides Climatologie, avril 2014*). Finalement, les soles des grandes cultures déjà semées fin mars seraient globalement assez stables, avec toutefois une légère progression du colza, du blé tendre et de l'orge au détriment essentiellement du blé dur. Par ailleurs, la douceur hivernale aura été favorable au développement des cultures en place et à la reconstitution des réserves d'eau des sols (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages, avril 2014*).

Les surfaces en blé tendre sont également prévues en hausse au niveau de l'UE. Plus à l'Est, en Ukraine, l'hiver a aussi été très doux, mais les précipitations ont été en revanche déficitaires par rapport aux normales, pénalisant le potentiel de rendement des cultures d'hiver. Sur la Russie, l'hiver a été clément, mais davantage pluvieux. Malgré ces conditions globalement acceptables pour la prochaine récolte, les cours français et mondiaux

de céréales se sont ravivés en février et mars, suite aux inquiétudes sur la capacité à exporter de l'Ukraine compte-tenu des tensions politiques, puis aux inquiétudes liées au climat, compte tenu notamment des conditions très sèches observées aux États-Unis. Rappelons qu'en début d'année 2014, les cours des céréales et oléagineux s'étaient repliés, dans la lignée du dernier trimestre 2013, à la suite de bilans mondiaux 2013-2014 équilibrés (*mars 2014 : redressement des cours céréaliers et oléagineux, Céréales et Oléagineux n° 2014/236, avril 2014*).

En février 2014, les prix des céréales, oléagineux et pommes de terre mesurés par l'Indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP) se situaient de fait en net recul par rapport aux prix élevés de février 2013 (respectivement – 20 %, – 21 % et – 23 %) tout en restant proches de la moyenne des cinq derniers mois de janvier pour les céréales et oléagineux

et nettement au-dessus (+ 20 %) pour la pomme de terre. Les prix des fruits et légumes, déjà disponibles quant à eux pour le mois de mars, sont également en net repli sur un an. Pour les fruits, la baisse sur un an est de 19 % sous l'effet du retour à des niveaux normaux des récoltes 2013 de pommes et de poires. De fait, fin mars 2014, les stocks de pommes et poires se situent respectivement 73 % et 77 % au-dessus de ceux de l'an dernier à la même époque (*Infos Rapides de stocks de pommes et poires, mars 2014*). Les prix de mars 2014 pour ces deux espèces sont d'ailleurs très proches de la moyenne des mois de mars 2009-2013. Pour les légumes la baisse sur un an enregistrée en mars (- 23 %) paraît prononcée par rapport à la moyenne des cinq derniers mois de mars (- 18 %). Pour les légumes d'hiver, seule la carotte est épargnée et maintient un prix en net progrès aussi bien sur un an (+ 24 %) que par rapport à une année moyenne (*Infos Rapides Carotte, avril 2014*). La production et les importations ont été en repli tout au long de la campagne. La situation de l'endive s'améliore (+ 9 % après - 10 %) (*Infos Rapides Endive, avril 2014*). La campagne hivernale du chou-fleur et du poireau continue d'être très défavorable, la douceur des températures stimulant la production mais freinant la demande (*Infos Rapides Chou-fleur, mars 2014 et Infos Rapides Poireau, mars 2014*). Pour les légumes de saison, la situation est également difficile pour la salade (- 34 %) et l'asperge, la douceur des températures ayant accéléré les apports sur les marchés (*Infos Rapides Chicorée, avril 2014 et Infos Rapides laitue, avril 2014*). La campagne de tomates, essentiellement sous serre, débute en revanche à des niveaux moyens (*Infos Rapides Tomate, mars 2014*).

La consommation française de légumes frais est désormais en grande partie tributaire des importations. Parmi les principaux légumes consommés en France, seuls le chou-fleur et l'endive présentent un solde du commerce extérieur excédentaire. Pratiquement toutes les exportations françaises sont

dirigées vers l'UE. Les importations proviennent, elles, pour plus d'un tiers des pays hors de l'UE, essentiellement du Maroc. Le solde du commerce extérieur est largement déficitaire et ce déficit s'accroît régulièrement (*Le déficit des échanges de légumes frais s'est nettement accru entre 2000 et 2013, Légumes, n° 2014, 237, avril 2014*).

Les prix des vins, dans le contexte de faible disponibilité lié à la faiblesse des deux dernières récoltes, continuent de se situer, toutes catégories confondues, nettement au-dessus des prix de 2013 comme des prix moyens des cinq dernières années (en février + 12 % sur un an et + 21 % sur les prix moyens) tandis que les exportations se stabilisent à un haut niveau (*Fermeté du prix des vins en début de campagne de commercialisation 2013/2014, Viticulture n° 2014/233, mars 2014*).

Les productions d'animaux de boucherie sont relativement réduites en janvier, à l'exception d'une reprise ponctuelle de la production porcine. La baisse sur un an de la production bovine se poursuit en janvier. Au recul des abattages s'ajoute une baisse des exportations d'animaux vivants, aussi bien pour les flux d'animaux finis et surtout pour ceux de brotards. Le recul des abattages s'accompagne d'une hausse des importations de viande permettant le maintien de la consommation. Au final, les prix des bovins poursuivent en janvier et surtout février leur baisse sur un an (- 3,4 %), à l'exception toutefois des veaux de boucherie et des bovins maigres (brotards). Pour les ovins la production de janvier baisse sur un an. Les importations de viande sont aussi en recul. Il s'ensuit un niveau des prix soutenu. La production porcine, en recul sur un an pratiquement tout au long de l'année 2013, progresse en janvier 2014. Le prix du porc est en recul sur un an en janvier et février (- 9 % en février), à la suite du repli des cours en Europe, dans le contexte de l'embargo russe sur les viandes porcines de l'UE (*Infos Rapides Animaux de boucherie - Bovins/Ovins/Porcins, mars 2014*).

Les prévisions de production des animaux de boucherie pour 2014, réalisées à partir des enquêtes cheptel de fin 2013, laissent présager une reprise de la production bovine en France (+ 2 % par rapport à 2013) grâce notamment à la recapitalisation effectuée sur les vaches laitières. La production dans l'UE augmenterait, mais plus modérément (+ 1 %). Pour toutes les autres espèces, des diminutions sont anticipées, du moins en France. La production ovine française devrait diminuer compte tenu de la poursuite du repli des effectifs de femelles de souche. Il en est de même pour les productions des autres pays du sud de l'UE. En revanche cette production est à la hausse pour les îles britanniques. La production française de viande caprine devrait diminuer en 2014 à la suite de la baisse du cheptel de femelles. Il en est de même dans la plupart des pays de l'UE. La production porcine devrait également se replier en 2014 en France (- 3 %) et, plus modérément, dans l'UE. (*Infos Rapides Animaux de boucherie - Bovins/Ovins/Caprins/Porcins - Enquête cheptel novembre 2013, avril 2014*).

Pour les viandes de volailles, après une hausse de 1,2 % sur l'ensemble de l'année 2013 par rapport à 2012, la production ralentit au début de l'année 2014. Les abattages de janvier et février reculent sur un an de 4 % en tonnage. La situation est contrastée suivant les espèces : les tonnages de canards sont stables, ceux de poulet baissent de 4 % et ceux de dinde de 7 %. En janvier et février, les exportations de viande sont en fort recul pour toutes les espèces (- 21 % globalement). Les cours des volailles décrochent nettement de leur niveau de l'an dernier en février comme en janvier (- 8 % pour chacun des mois). La production d'œufs du premier semestre 2014 devrait augmenter de 6 % par rapport à celle de la même période en 2013. En février, le prix à la production de l'œuf est en repli de 15 % sur un an (*Infos Rapides Aviculture, mars 2014*).

Dans un contexte de prix à la production favorable, la collecte mensuelle

française de lait de vache continuerait de progresser par rapport aux mêmes mois de 2013, selon les résultats provisoires de la nouvelle enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer (+ 6,7 % en janvier et + 7,8 % en février). Cette progression est commune à la plupart des pays de l'UE dans un contexte de prix internationaux qui demeurent élevés, en raison d'une demande internationale soutenue.

L'évolution des prix des moyens de production est depuis quelques mois plus favorable aux productions animales. Par rapport à février 2013 les prix d'achats se sont sensiblement repliés (- 9 %) en février 2014 (*Infos Rapides Moyens de production, avril 2014*).

En ce qui concerne le commerce extérieur, en février 2014, l'excédent des

échanges agroalimentaires français diminue par rapport à février 2013. Il diminue à la fois vers l'UE et vers les pays tiers. Mais c'est surtout l'excédent des produits agricoles bruts qui fléchit. La baisse des cours des céréales tire la valeur des exportations vers le bas. Il s'agit du septième mois consécutif où l'excédent en produit agricoles bruts se dégrade. En revanche l'excédent en produits transformés augmente légèrement par rapport à février 2013. Cette légère hausse confirme le changement de tendance observé en fin d'année 2013. En effet, après la stagnation voire le léger recul des exportations de boissons à compter du deuxième trimestre, les échanges de produits transformés sont soutenus, depuis le dernier trimestre 2013, par la hausse exportations de produits laitiers dans un contexte de

prix favorable (*Infos Rapides Commerce extérieur, avril 2014*).

Sur l'ensemble de l'année 2013, l'excédent commercial des IAA est toutefois en repli par rapport à 2012. La production des industries agroalimentaires est inférieure en 2013 à celle de 2012, cette diminution touchant toutes les filières. Le chiffre d'affaires est en revanche en progression, soutenu par des prix en hausse, malgré la baisse des cours des matières premières céréalières et oléagineuses (*En 2013, la production des IAA s'est repliée. Industries agroalimentaires, n° 2014/238, avril 2014*).

Paul Casagrande
et les rédacteurs des Infos
rapides et Synthèses

Sommaire des synthèses

Synthèses

Mars 2014 : redressement des cours céréaliers et oléagineux Céréales et oléagineux	7	A. Renaud
Le déficit des échanges de légumes frais s'est nettement accru entre 2000 et 2013 Légumes	13	P. Arnoux
En 2013, la production des IAA s'est repliée Industries agroalimentaires	19	H. Bouhalli, C. Barry

Organismes et abréviations 33

Pour en savoir plus 35

Liste des Infos rapides parues

Animaux de boucherie - Bovins, n° 3/11, mars 2014	M.A. Lapuyade
Animaux de boucherie - Ovins, n° 3/11, mars 2014	M.A. Lapuyade
Animaux de boucherie - Porcins, n° 3/11, mars 2014	C. Pendaries
Animaux de boucherie - Bovins - Enquête cheptel novembre 2013, avril 2014	M.A. Lapuyade, C. Ratte
Animaux de boucherie - Ovins - Enquête cheptel novembre 2013, avril 2014	M.A. Lapuyade, P. Soller
Animaux de boucherie - Caprins - Enquête cheptel novembre 2013, avril 2014	M.A. Lapuyade, P. Soller
Animaux de boucherie - Porcins - Enquête cheptel novembre 2013, avril 2014	C. Pendaries, P. Soller
Aviculture, n° 04/11, avril 2014	C. Pendaries
Carotte, n° 6/6, avril 2014	P. Arnoux
Chicorée, n° 5/5, avril 2014	P. Arnoux
Choux-fleur, n° 5/6, mars 2014	P. Arnoux
Climatologie, n° 4/12, avril 2014	J. Gabrysiak
Commerce extérieur agroalimentaire, n° 4/12, avril 2014	G. Wemelbeke
Endive, n° 4/5, avril 2014	P. Arnoux
Grandes cultures et fourrages, n° 2/10, avril 2014	A. Renaud
Laitue, n° 6/6, avril 2014	P. Arnoux
Moyens de production, n° 4/10, avril 2014	H. Bouhalli, B. Edan
Poireaux, n° 5/5, mars 2014	P. Arnoux
Stocks Pomme-Poire, n° 6/10, mars 2014	L. Bernadette/V. Bouchard-Aerts
Tomates, n° 1/6, mars 2014	P. Arnoux

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les principales séries mensuelles sont disponibles dans le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Grandes cultures

Synthèses Céréales et oléagineux avril n°2014/236

[Retour éditorial](#)

Mars 2014 : redressement des cours céréaliers et oléagineux

En début d'année 2014, les cours français et mondiaux des céréales et oléagineux étaient en repli, dans la lignée du dernier trimestre 2013. Cette baisse résultait de récoltes abondantes au niveau mondial, assurant des bilans excédentaires même si les besoins de consommation sont en hausse. La France a contribué activement au commerce mondial durant les sept premiers mois de la campagne de commercialisation 2013/2014, grâce à des récoltes 2013 de blé tendre et d'orge plus abondantes qu'en 2012.

Les cours se sont raffermis dès février pour les oléagineux et en mars pour les céréales, suite aux inquiétudes sur la capacité d'exporter de l'Ukraine compte tenu des tensions politiques, puis aux incertitudes liées au climat, compte tenu notamment des conditions très sèches observées aux États-Unis.

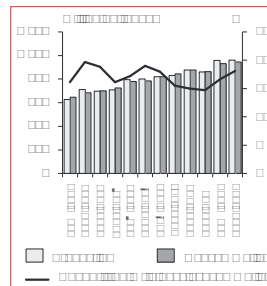
Pour 2014/2015, les surfaces de soja augmenteraient aux États-Unis. Dans l'Union européenne, la sole de blé tendre s'étendrait, tout comme en France.

2013/2014 : des bilans mondiaux excédentaires, mais une demande dynamique

En 2013/2014, la consommation mondiale de céréales s'élèverait à 1 914 millions de tonnes, en hausse de 5 % sur un an. La production de céréales atteindrait 1 967 millions de tonnes, en hausse de 10 %, permettant une reconstitution des stocks. C'est notamment le cas pour le blé : le stock de fin de campagne 2013/2014 serait de 190 Mt (+ 10 % sur un an, proche de la moyenne), du fait de disponibilités abondantes. Le bilan mondial du maïs serait lui aussi excédentaire en 2013/2014. Le stock des principaux pays exportateurs rebondirait, en par-

ticulier aux États-Unis après un niveau très bas l'an dernier. Tant en blé qu'en maïs, la demande mondiale est dynamique : les quantités échangées de blé atteindraient 150 millions de tonnes, celles de maïs 112 millions de tonnes, représentant respectivement 22 % et 12 % de la consommation, taux les plus élevés des dix dernières années. En soja, le bilan mondial est serré, tout juste excédentaire. Les stocks de report seraient stables par rapport à 2012/2013. En 2013/2014, les échanges de soja représenteraient 38 % de la consommation, deux points de plus en moyenne qu'au cours des trois dernières campagnes. À 107 millions de tonnes, ils grimperaient de 10 % sur un an.

Maïs : bilan excédentaire en 2013/2014 mais une demande en nette hausse



Source : CIC (rapport du 27/03/2014)

En France, première moitié de campagne active pour le commerce extérieur des céréales à paille

Les récoltes françaises 2013 de blé tendre et d'orge, plus abondantes qu'en 2012, ont assuré un commerce extérieur dynamique en début de campagne de commercialisation 2013/2014. De juillet 2013 à janvier 2014, 10,8 Mt de blé tendre ont été exportées, dont 63 % à destination des pays tiers. Les expéditions vers les pays tiers sont en nette hausse sur un an, et dépassent la moyenne des cinq dernières campagnes pour la même période. Elles augmentent vers l'Afrique du Nord et l'Afrique Subsaharienne. La demande de l'Algérie est particulièrement vive. Sur l'ensemble de la campagne, FranceAgriMer prévoit un niveau d'exportations à 18 Mt, soit 5 % de plus qu'en 2012/2013. En retrait vers l'Union européenne, elles atteindraient 11 Mt à destination des pays tiers, en hausse de 15 %.

Comme pour le blé tendre, la hausse des exportations d'orge repose entièrement sur les pays tiers : depuis juillet 2013, les exportations françaises

d'orge s'élevaient à 3,3 Mt, dont 1,4 Mt vers les pays tiers. Les principaux acheteurs sont l'Afrique du Nord (Algérie et Maroc), et surtout le Moyen-Orient. Les ventes se sont concentrées en tout début de campagne. En blé dur, la récolte française 2013 a perdu 25 % sur un an en lien avec une chute des surfaces de 100 milliers d'hectares. Pour autant, le rythme des exportations a été soutenu durant les sept premiers mois de campagne. Pour le maïs, les exportations reculent sur la première partie de campagne, pénalisées par des exportations moindres à destination de l'Espagne. Ce recul s'explique par une production espagnole de maïs abondante en 2013, la plus élevée des dix dernières années et supérieure de 28 % à la moyenne quinquennale. Les exportations françaises de graines oléagineuses ont baissé durant la première partie de campagne, en lien avec la mauvaise récolte de colza en 2013. Les exportations de colza à destination de l'Allemagne, principal client de la France (64 % des quantités exportées) ont chuté, en parallèle d'une récolte allemande de colza ayant retrouvé en 2013 un niveau élevé après deux

années de petites récoltes. Avec 6 Mt, la récolte allemande a augmenté de 20 % sur un an, dépassant de 12 % la moyenne quinquennale.

Les cours ont décroché jusqu'en début d'année 2014...

En janvier/février 2014, les cours des céréales et des oléagineux se sont stabilisés à des niveaux relativement bas par rapport au début d'année 2013, après des baisses continues depuis l'automne 2013. Les disponibilités mondiales abondantes en blé tendre, et l'arrivée des récoltes oléagineuses d'Amérique du Sud dans des conditions favorables ont contribué à comprimer les cours. En moyenne, au cours des mois de janvier-février, le blé tendre rendu Rouen s'affichait à 190 €/t, 22 % de moins qu'en début d'année 2013. Le maïs rendu Bordeaux a lui perdu 26 %. À Chicago, le blé a reculé de 24 %. La chute est encore plus marquée pour le maïs américain (- 40 %). Se situant à 127 €/t en moyenne au cours de ces deux mois, il est retombé à son plus bas niveau depuis août 2010. Au mois de janvier, les cours des oléagineux ont également atteint des points bas par rapport à l'an passé. En France, le colza est tombé à son plus bas niveau depuis le début de campagne, avec 361 €/t en moyenne mensuelle. Le tournesol, à 326 €/t, a retrouvé son niveau de la fin de l'été.

... avant de se redresser ensuite

Entre février et mars 2014, les cours se sont ravivés : le blé rendu Rouen a repris 12 €/t, le maïs rendu Bordeaux 8 €/t. Le rebond est encore plus net pour le blé à Chicago (+ 22 €/t), mais moindre pour le maïs (+ 9 €/t). Les cours des oléagineux se sont raffermis dès février, et la reprise s'est confirmée en mars. Au mois de mars, les cours français atteignent leur plus haut niveau depuis le début de campagne, le colza dépassant 400 €/t.

Plusieurs événements se sont succédés, ayant pu contribuer à cette reprise des cours, les opérateurs ayant manifesté des inquiétudes à la fois pour la fin de la campagne 2013/2014 et pour la campagne à venir. Début mars, le contexte politique mouvementé en Crimée a laissé craindre des difficultés

Blé tendre et orge : un bon début de campagne 2013/2014 pour les exportations françaises

Quantité exportées en milliers de tonnes, de juillet N à janvier N+1

		Juillet 2012 à janvier 2013	Juillet 2013 à janvier 2014	Évolution N/N-1	Évolution N/moyenne 5 ans
Blé tendre	Total monde	9 484	10 759	13 %	9 %
	dont pays tiers	5 714	6 843	20 %	14 %
	dont Algérie	2 342	3 298	41 %	56 %
Orge	Total monde	3 062	3 296	8 %	14 %
	dont pays tiers	1 006	1 364	35 %	93 %
	dont Afrique du Nord	247	264	7 %	- 3 %
	dont Algérie	76	127	68 %	8 %
	dont Maroc	69	115	68 %	21 %
	dont Moyen-Orient	597	826	38 %	297 %
Blé dur	Total monde	771	859	11 %	11 %
	dont Union européenne	516	626	21 %	33 %
	dont Espagne	102	51	- 50 %	13 %
	dont Italie	139	255	84 %	32 %
	dont Royaume-Uni	26	45	71 %	119 %
Maïs grain	Total monde	3 344	3 038	- 9 %	- 13 %
	dont Union européenne	3 066	2 757	- 10 %	- 16 %
	dont Espagne	979	567	- 42 %	- 49 %
Colza	Total monde	658	549	- 17 %	- 21 %
	dont Union européenne	655	458	- 30 %	- 34 %
	dont Allemagne	413	349	- 15 %	- 19 %

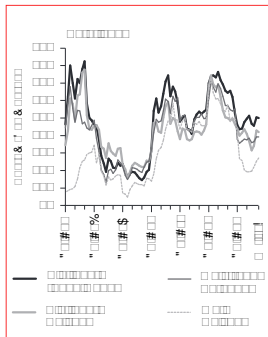
■ Évolutions positives
Source : DGD (Douanes)

pour les exportations céréalières de l'Ukraine sur la fin de campagne 2013/2014. Or ce pays tend à s'imposer ces dernières années comme un producteur et exportateur majeur au niveau mondial, en particulier pour le maïs. En 2013/2014, l'Ukraine concentrerait 16 % des exportations mondiales de maïs (contre moins de 7 % jusqu'en 2010/2011), et 6 % de celles

de blé. Le cours du maïs ukrainien a particulièrement grimpé : il a gagné 14 % entre les mois de janvier et mars, contre une hausse de 11 % aux États-Unis (maïs Yellow Corn golfe du Mexique), et de 5 % en France. Pour l'instant, les flux commerciaux de céréales avec l'Ukraine ne seraient toutefois pas impactés par la situation actuelle.

Au mois de mars également, des inquiétudes se sont renforcées à propos des conditions météorologiques très sèches aux États-Unis, conditionnant la récolte à venir de blé. Selon le bulletin de l'USDA de surveillance de la sécheresse (US Drought Monitor) du 3 avril, les régions de la moitié Sud des Grandes Plaines auraient été particulièrement touchées. Toutefois, le manque de pluviométrie hivernale a des impacts limités et par ailleurs, à partir de la fin mars, les pluies sont de retour dans les régions concernées, apaisant un peu le marché.

Remontée des cours céréalières en mars 2014

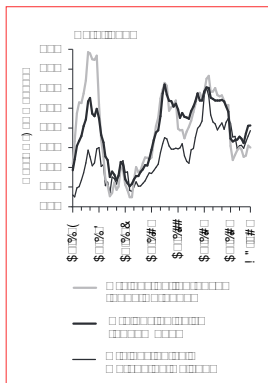


Source : La Dépêche

En 2014/2015, hausse annoncée des surfaces de soja aux États-Unis

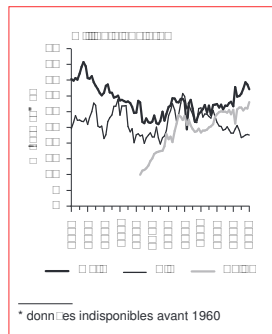
En lien avec le niveau élevé des cours, les semis de soja augmenteraient aux États-Unis en 2014/2015 selon l'USDA (33 millions d'hectares, soit + 6 % sur un an), aux dépens du maïs (37 millions d'hectares, soit - 4 % sur un an). La sole de blé diminuerait légèrement.

Reprise des cours des oléagineux dès février 2014



Source : La Dépêche

Aux États-Unis, les surfaces de soja progresseraient en 2014 au détriment du maïs



* données indisponibles avant 1960

Source : USDA

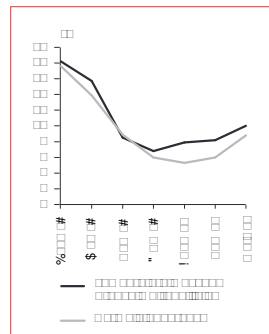
2014 : surfaces de blé tendre prévues en hausse dans l'Union européenne et en France

Selon les premières prévisions de la Commission européenne, la sole de blé tendre pour l'UE28 progresserait en 2014 de 2,8 % par rapport à 2013, à 24 millions d'hectares. La sole d'orge serait au contraire en légère baisse. Pour la France, les prévisions Agreste au 1^{er} avril donnent une légère hausse des surfaces de blé tendre. Avec 5 millions d'hectares en 2014, la sole gagnerait 29 000 ha sur un an, supérieure de 2,6 % à son niveau moyen quinquennal. En orge, les surfaces s'étendraient de 3 % sur un an. La sole d'orge d'hiver, à 1,2 million d'hectares, augmenterait pour la seconde année consécutive après le point bas de 2012 lié à un gel tardif. À l'inverse, les surfaces semées en orge de printemps reculeraient à 480 000 ha.

... dans le contexte d'un hiver doux et humide

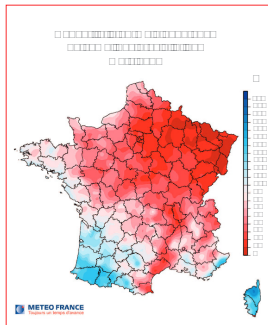
L'hiver 2013/2014 a été doux et exceptionnellement humide dans l'Ouest de l'Europe. En France, l'impact négatif des pluies serait localisé. Les précipitations abondantes durant l'automne ont parfois perturbé la fin des semis de blé. Les semis de printemps ont eux aussi été localement retardés en raison des conditions très humides.

Des températures particulièrement douces en France durant tout l'hiver



Source : Météo France

Au mois de mars, retour d'un temps sec



Source : Météo France

Début mars, le temps sec et ensoleillé a favorisé le ressuyage des parcelles et l'activité dans les champs a repris, permettant les semis des céréales à paille et des protéagineux de printemps. Il a aussi encouragé la croissance rapide des cultures d'hiver.

Mer Noire : des conditions particulièrement sèches

Selon le Bulletin Mars de la Commission européenne du mois d'avril 2014, l'Ukraine a connu l'un des hivers les plus secs depuis 1975. Après un automne 2013 chaud et sec, les températures sont restées au-dessus de la normale durant l'hiver. Le mois de mars a suivi la même tendance avec des conditions très douces (jusqu'à

+ 5 °C par rapport à la moyenne dans les régions du Nord-Ouest) et de rares précipitations. Les rendements des cultures d'hiver pourraient en être pénalisés. En 2014, le rendement du blé, en net recul sur un an (- 21 %), se situerait en dessous de la moyenne des cinq dernières années (- 13 %). Le rendement du maïs diminuerait sur un an (- 6 %), mais resterait plus haut que la moyenne (+ 9 %). En Russie, des températures supérieures à la moyenne auraient contribué à un développement des cultures d'hiver normal, ou même parfois en avance. Dans certaines régions toutefois, les précipitations sont déficitaires. L'impact sur les cultures de cette sécheresse dépendra du niveau des précipitations durant les mois de mai et juin.

Sources et méthodologie

Sources

- Les données françaises de la conjoncture Grandes cultures sont des données annuelles. Les estimations de surface et de rendement sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Elles sont établies à dire d'experts puis à partir de résultats d'enquêtes (interrogations au fur et à mesure de la campagne de 13 000 exploitants sur les surfaces et les rendements).
- Les données européennes de production proviennent de l'organisme statistique européen : www.epp.eurostat.ec.europa.eu, du bulletin MARS édité par la Commission européenne : <http://mars.jrc.it/mars/Bulletins-Publications>, ou de la Commission Européenne/DG-Agri
- Les cotations mondiales (hors Chicago) ainsi que les bilans français provisoires et prévisionnels sont fournis par FranceAgriMer.
- Les bilans mondiaux sont établis par le Conseil international des céréales et l'USDA : www.igc.org.uk et www.usda.gov/oce/commodity/wasde/index.htm
- Les données historiques disponibles depuis 1960 sont issues de la base de données de l'USDA : <http://www.fas.usda.gov/psdonline/psdQuery.aspx>
- Les cotations mondiales (hors Chicago) ainsi que les bilans français provisoires et prévisionnels sont fournis par FranceAgriMer.
- Les cotations françaises et à Chicago sont reprises de l'hebdomadaire La Dépêche/Le Petit Meunier.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Disar », rubrique « Statistique Agricole Annuelle » pour les séries chiffrées de surfaces, rendements, productions
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture et les données régionales de la situation mensuelle grandes cultures

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Surfaces des cultures d'hiver en hausse, sauf en blé dur. Baisse de la sole d'orge de printemps. », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 2/10, avril 2014
- « Une production de céréales davantage commercialisée, dans un contexte de prix élevés », Synthèses Céréales n° 2014/232, mars 2014
- « Depuis 50 ans, l'offre mondiale de céréales s'est régulièrement adaptée à la demande », Synthèses Céréales n° 2014/229, janvier 2014
- « En 2013, chute de la production française de blé dur », Synthèses Céréales n° 2013/221, octobre 2013
- « Le climat de 2013 a fait diminuer les rendements du maïs », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 9/10, novembre 2013

[Retour éditorial](#)

Le déficit des échanges de légumes frais s'est nettement accru entre 2000 et 2013

Dans un contexte de dépression de la production française, le déficit de la balance commerciale de légumes frais s'est creusé régulièrement entre 2000 et 2013. Les exportations ont progressé moins rapidement que les importations. Les exportations sont concentrées sur l'UE, principalement sur les pays du Nord mais aussi sur l'Espagne et l'Italie. Les importations proviennent majoritairement de l'UE mais une part grandissante des légumes frais provient désormais des pays tiers, principalement du Maroc. Les fournisseurs hors UE ont connu une forte croissance de leurs apports entre 2000 et 2007 puis les volumes se sont quasi stabilisés. Au contraire, les importations de la France en provenance des pays de l'UE, stables avant 2007, tendent à s'accroître depuis. Seuls le chou-fleur et dans une moindre mesure l'endive ont réussi à conserver un solde excédentaire. À l'opposé les légumes pour lesquels les échanges sont déficitaires sont de plus en plus nombreux. La tomate présente le plus grand déficit, malgré des exportations élevées. Le melon et la courgette affichent l'un comme l'autre un solde déficitaire supérieur à 100 000 tonnes.

Une hausse continue des importations de légumes frais et une baisse régulière de la production

Le déficit de la balance commerciale de légumes frais s'est creusé régulièrement. Il est ainsi passé de 600 000 tonnes en 2000 à plus d'un million de tonnes en 2013. En valeur, il dépasse 900 millions d'euros en 2013 contre moins de 500 millions en 2000. Les importations ont progressé plus rapidement que les exportations, de façon très similaire entre volumes et valeurs. Ainsi, entre 2000 et 2013, les volumes exportés ont augmenté de 25 % tandis que les importations ont progressé de 45 %. L'année 2011 constitue une

exception notable : la crise de l'*Escherichia Coli*, dans un premier temps attribuée à tort au concombre espagnol, avait pénalisé la consommation de nombreux légumes frais, stoppé la progression des importations et réduit temporairement le déficit.

Entre 2000 et 2013, la production de légumes frais a baissé, passant de 3,9 millions de tonnes à 3,5 millions.

Entre 2000 et 2007, le niveau du solde des échanges entre la France et les autres pays de la communauté européenne est demeuré relativement stable. Le déficit en volume a oscillé sur cette période entre 400 et 600 milliers de tonnes. Depuis 2007 le déficit des

échanges s'est creusé en raison de l'accroissement plus rapide des importations que des exportations.

Les échanges avec les pays tiers ont connu une longue période de croissance. Les volumes exportés en dehors de l'Europe, ont progressé en moyenne de 5 % de 2000 à 2007, même s'ils ne portent que sur des quantités réduites, inférieures à 100 000 tonnes. Les importations issues des pays tiers ont concerné des quantités nettement plus élevées. Ces dernières ont progressé rapidement passant de 20 % du total des arrivages en 2000, à 33 % en 2013. La croissance annuelle, supérieure à 10 % de 2000 à 2007, a été stoppée

ensuite. Le déficit des échanges, étant donnée la faiblesse des exportations, a suivi la tendance des importations avec un fort accroissement jusqu'en 2007 puis une hausse réduite par la suite.

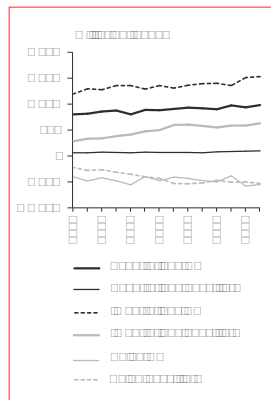
Toutefois, comme à partir de cette date le déficit avec les pays de l'UE s'est creusé, le déficit global du commerce extérieur de légumes frais s'est accru de façon quasi continue de 2000 à 2013.

Des échanges en majorité au sein de l'UE

Les premiers clients des légumes français en 2013 ont été des pays de la communauté européenne avec, en premier lieu, l'Allemagne puis la Belgique. Viennent ensuite les Pays-Bas, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne, tous aux environs de 10 %. De modestes quantités, toutefois supérieures à 2 %, ont été destinées à la Pologne et à la République tchèque.

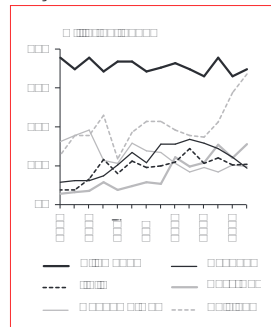
Les fournisseurs ont été en majorité des pays membres de l'UE. L'Espagne avec 40 % a tenu le premier rôle, mais un pays hors UE, le Maroc, a progressé de manière continue depuis 2000. Alors qu'à cette date, les apports issus de ce pays se situaient aux environs de 10 %, soit une proportion équivalente à celle des Pays-Bas ou de la Belgique, ils ont dépassé 20 % en 2013. Alors que les importations en provenance d'Espagne se sont fortement accrues depuis 2007, celles en provenance de la Belgique, des Pays-Bas et de l'Italie sont restées quasiment stables entre 2000 et 2013.

Dans les pays tiers, les importations ont progressé plus vite que les exportations entre 2000 et 2013



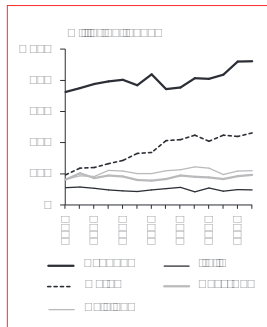
Source : DGDDI (Douanes)

L'Allemagne reste la première destination pour les exportations françaises



Source : DGDDI (Douanes)

Les importations de légumes frais proviennent surtout des pays du Sud



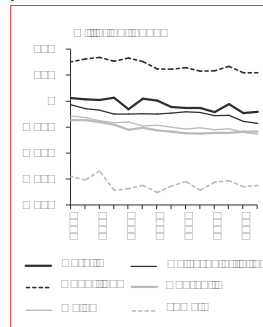
Source : DGDDI (Douanes)

La dégradation des échanges a concerné presque tous les légumes

Il ne demeure actuellement que deux légumes dont le solde des échanges est encore positif, le chou-fleur et l'endive. Jusqu'en 2005, la carotte faisait également partie de ce groupe restreint. Les légumes d'été, principalement la tomate, et, dans une moindre mesure, la courgette et le melon, ont pesé sur les échanges et contribué à l'essentiel du déficit.

Le solde des échanges des principaux légumes a évolué de façon similaire de 2000 à 2013, avec une tendance quasiment ininterrompue à la baisse. C'est notamment le cas pour la courgette, le concombre, la chicorée, la laitue et le melon. Le solde de l'ensemble de ces produits est ainsi passé de - 180 000 en 2000 à - 390 000 tonnes en 2013. Alors que la carotte présentait un solde positif de 2000 à 2003, le solde des échanges extérieurs de carottes est devenu, depuis cette date structurellement déficitaire, avec en moyenne annuelle - 31 000 tonnes entre 2007 et 2013. La situation de la tomate est plus spécifique. Premier légume importé et exporté, la tomate a le solde déficitaire le plus élevé mais celui-ci s'est stabilisé, voire réduit, depuis 2003. Les soldes excédentaires du chou-fleur et de l'endive le sont restés, mais se sont réduits.

Le chou-fleur est parvenu à conserver un solde commercial positif



Source : DGDDI (Douanes)

La production de carotte a nettement fléchi à partir de 2005

Relativement stables depuis le début des années 2000, les volumes produits de carottes ont depuis assez régulièrement baissé. Le repli s'est accentué depuis 2005, malgré un rebond en 2010. La consommation apparente a connu une baisse plus modérée. Le développement des importations, malgré une courte période de repli en 2010 et 2011 a alors compensé la baisse de la production. Les exportations ont accusé un léger fléchissement mais sont demeurées dynamiques.

L'approvisionnement français provient principalement des pays européens. La Belgique a fourni, en moyenne entre 2000 et 2006, un peu plus de 50 000 tonnes chaque année. Ce chiffre, stable jusqu'alors, a bondi en 2007 à 65 000 tonnes et s'est maintenu depuis au-dessus de 60 000. Les autres fournisseurs ont été, par ordre d'importance, l'Espagne et les Pays-Bas, qui ont livré des quantités plus modestes, aux environs de 25 000 tonnes pour le premier et de 10 000 t pour le second. Les principaux clients de la France ont été la Belgique, le Royaume-Uni avec plus de 20 000 tonnes en moyenne et l'Allemagne avec 7 000 tonnes.

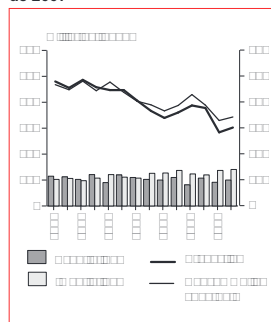
Les chicorées et les laitues viennent d'Espagne mais également de Belgique ou d'Italie

Proche de l'équilibre en 2000, le déficit des échanges de salade n'a cessé de se creuser. À la suite de la baisse de la production, les exportations ont fléchi de manière régulière. Malgré un repli de la consommation intérieure jusqu'en 2008, les importations ont, dans le même temps, progressé par vague pour passer de 70 000 à 120 000 tonnes. La demande extérieure a été localisée au nord de l'Europe entre l'Allemagne, le Royaume-Uni et la Suisse. Les exportations outre-Rhin, les plus importantes alors avec 25 000 tonnes en 2000, ont baissé fortement dès 2003 pour se stabiliser aux environs de 10 000 tonnes, au niveau de celles du Royaume-Uni et de la Suisse. Les apports sur notre marché sont très majoritairement issus d'Espagne. Les volumes, proche de 30 000 tonnes en 2000, ont progressé lentement pour atteindre 45 000 tonnes en 2008 puis se sont nettement accrus chaque année pour dépasser 85 000 tonnes en 2013. La Belgique a également participé à l'alimentation des marchés de l'Hexagone avec 10 000 tonnes chaque année et l'Italie a complété les apports avec 6 000 tonnes.

Le chou-fleur est demeuré le principal légume pour lequel le solde des échanges a été positif

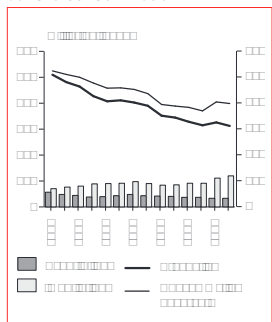
Les exportations sont demeurées toujours importantes pour ce légume avec, malgré un léger tassement depuis 2007, des sorties 3 fois plus importantes que les entrées. La production a baissé à partir de 2005, puis elle est parvenue à se maintenir par la suite. Elle a décroché à nouveau à partir de 2010, des hivers rigoureux se conjuguant à une baisse des surfaces. Cette baisse des quantités disponibles s'est traduite par un tassement des exportations. De 186 000 tonnes en moyenne entre 2000 et 2009, celles-ci n'étaient plus que de 163 000 t entre 2010 et 2013. Cette baisse s'est retrouvée sur les volumes livrés auprès de nos principaux clients. Ainsi l'Allemagne, première destination, a diminué fortement ses achats qui ont chuté de presque 100 000 tonnes annuelles au début des années 2000 à moins de 60 000 depuis 2010, ce pays ayant diversifié son approvisionnement. Les flux du Royaume-Uni ont suivi la même tendance puisque de 40 000 tonnes en 2000, les importations n'étaient plus que de 20 000 tonnes en 2013. Seuls les Pays-Bas ont conservé une demande constante aux environs de 25 000 tonnes chaque année. Par

Le solde des échanges extérieurs de carottes s'est inversé à partir de 2007



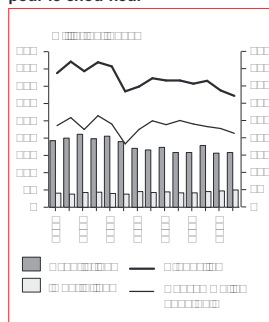
Sources : Agreste, DGDDI (Douanes - carotte et navet)

Les importations de salades progressent même si la production française reste dominante dans la consommation



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes - chicorée et laitue)

Des exportations nettement plus élevées que les importations pour le chou-fleur



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes - chou-fleur et brocoli)

ailleurs de nouveaux marchés se sont ouverts. Les importations sont demeurées particulièrement régulières et tous les ans 40 000 tonnes sont arrivées en provenance d'Espagne pour la majorité et dans une moindre mesure de Belgique. Ces importations ont dû, en partie, concerner les brocolis qui ne sont pas dissociés des choux-fleurs dans les statistiques douanières.

Les importations de courgette ont fortement progressé de 2000 à 2010

La production de courgette a accusé une baisse en 2003 et s'est stabilisée par la suite. Supérieures à 150 000 tonnes en 2000, les quantités récoltées étaient en 2013 légèrement inférieures à 120 000 tonnes. Les exportations, principalement à destination de l'Allemagne, du Royaume-Uni et de l'Italie, se sont essouffées à partir de 2007. La Suisse est devenue, depuis 2010, notre principal client pour la courgette. À partir du début des années 2000, la demande intérieure est demeurée dynamique. Cette résistance de la consommation, associée à la stabilité des exportations mais également à la baisse de la production a favorisé une progression des importations. Celles-ci ont connu entre 2000 et 2009 une croissance régulière passant de 90 000 à 140 000 tonnes, puis se sont stabilisées à partir de 2010. Depuis 2004, le volume de courgettes importées est supérieur à la produc-

tion. Les courgettes présentes sur les étals français sont majoritairement importées. L'Espagne est notre principal fournisseur, pour des quantités proches de 100 000 tonnes en 2013. Elle a régulièrement progressé entre 2005 et 2010. Vient ensuite le Maroc avec un peu moins de 40 000 tonnes. Ce pays est parvenu à doubler ses volumes à destination de la France depuis le début des années 2000.

Une part croissante de l'approvisionnement en melon est assurée par les apports extérieurs

Proche de 320 000 tonnes dans les années 2000, la production de melons a fléchi depuis 2009 pour s'établir à 260 000 tonnes en 2013. La baisse de l'offre nationale a bénéficié aux apports extérieurs. De 100 000 tonnes en 2000, ceux-ci ont progressé d'année en année et sont parvenus à dépasser 160 000 tonnes en 2013. La quasi-totalité des produits qui entrent sur le marché français sont issus de l'Espagne ou du Maroc. La péninsule ibérique était et demeure largement dominante dans ces apports mais cette situation a évolué rapidement entre 2000 et 2010. Le Maroc est parvenu au cours de cette période à quadrupler ses exportations vers la France. Inférieures à 12 000 tonnes, elles se sont haussées à près de 50 000 tonnes en 9 ans puis se sont stabilisées à ce niveau. Les apports de l'Espagne,

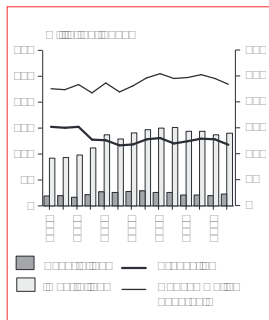
après avoir subi un tassement entre 2004 et 2011 avec en moyenne 90 000 tonnes, ont repris en 2012 une croissance annuelle de 10 %, comparable à celle enregistrée entre 2000 et 2003.

Les exportations sont soutenues par la consommation des pays du Nord comme la Belgique, la Suisse, le Royaume-Uni, l'Allemagne, mais également par la demande italienne. Au fil des ans la situation a évolué. Ainsi, alors que les achats belges et suisses ont progressé, les exportations outre Rhin et plus encore outre Manche n'ont cessé de décroître.

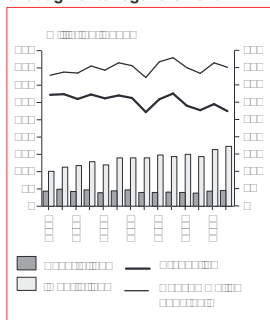
Les échanges de tomate, représentent les flux les plus importants à l'importation comme à l'exportation

Les échanges extérieurs de tomates ont été extrêmement dynamiques. La progression a été continue entre 2000 et 2013, pour les exportations comme pour les importations. Le solde des échanges s'est rapidement creusé entre 2000 et 2003, puis il est demeuré stable jusqu'en 2009, avant de se réduire légèrement. Entre 2010 et 2013, les quantités importées ont progressé en moyenne de 3 % par an tandis que les quantités exportées, nettement plus faibles, ont progressé de 9 % par an. Le déséquilibre est demeuré cependant marqué et la tomate a largement contribué au déficit du commerce extérieur pour les

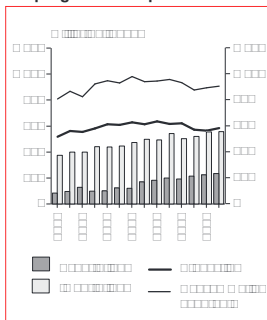
La production de courgettes a diminué entre 2000 et 2013



Les importations de melons ont augmenté régulièrement



Les importations comme les exportations de tomates ont progressé chaque année



légumes frais. Une partie des tomates importées ne sont pas destinées aux consommateurs français et sont réexportées vers d'autres destinations (cf. Le déficit des échanges des légumes frais continue de se creuser en 2007, Légumes n° 2008/12, mars 2008).

Comme pour d'autres légumes d'été, la majorité des volumes achetés provient des pays du Sud, Maroc et Espagne en tête. Mais, à un niveau moindre, les récoltes des cultures sous serres de Belgique et des Pays-Bas ont trouvé leur place sur les étals des marchés. Avec, en moyenne de 2000 à 2013, 150 000 tonnes pour

l'Espagne, 40 000 pour la Belgique et 30 000 pour les Pays-Bas, les apports de ces pays sont demeurés stables entre 2000 et 2013. Au contraire, les quantités qui ont traversé le détroit de Gibraltar n'ont cessé de croître. Inférieures à 150 000 tonnes en 2000, elles ont dépassé 300 000 tonnes en 2013.

Les exportations sont principalement destinées à l'Allemagne. Cette destination qui a absorbé 50 % des exportations françaises a conservé une place prépondérante avec plus d'un tiers en 2013. La Belgique, avec des quantités en croissance régulière s'est

hissée au second rang, suivie par l'Italie et les Pays-Bas. Alors que les quantités à destination de la Suisse sont demeurées constantes, les livraisons outre-Manche et vers les nouveaux arrivants au sein de l'Union européenne que sont la Pologne et la République tchèque ont régulièrement progressé depuis 2005.

La production a connu une croissance régulière au cours des années 2000 à 2010 et s'est stabilisée depuis aux environs de 600 000 tonnes. En 2012, la production nationale était égale aux volumes des importations.

La tomate, premier légume importé, mais aussi exporté, en 2013

Millier de tonnes

	Tomate	Chicorée et laitue	Carotte	Chou-fleur	Melon	Endive	Poireau	Concombre	Courgette	Légumes frais
Production	581	311	301	283	268	184	158	120	117	3 465
Exportations	234	34	104	158	46	20	18	13	23	1 085
Importations	559	120	141	50	173	3	34	70	140	2 161
Exportations - importations	- 325	- 86	- 37	108	- 127	17	- 16	- 57	- 117	- 1 076

Millier d'euros

Exportations en valeur	306	45	40	121	64	22	22	15	25	1 120
Importations en valeur	450	103	60	46	167	3	32	62	134	2 015
Exportations - importations	- 144	- 58	- 20	75	- 103	19	- 10	- 47	- 109	- 895

Sources : DGDDI (Douanes) - Agreste (SAA)

Méthodologie

- Les données de la production des légumes frais sont extraites de la SAA. Le poste légumes pour le frais est obtenu à partir de la production totale moins la production dirigée vers la transformation. Le champ porte sur la culture en France métropolitaine des légumes suivants : artichauts, asperges en production, céleris branches, choux-fleurs, choux brocolis à jets, choux de Bruxelles, choux à choucroute, choux autres, endives chicons, épinards, poireaux, laitues, chicorées frisées, chicorées scaroles, cresson, mâche, autres salades, bettes et cardes, persil, aubergines, concombres, cornichons, courgettes, melons, poivrons et piments, potirons, courges, citrouilles, giraumon, tomates, ail (en vert), ail (en sec), betteraves potagères, carottes, céleris raves, échalotes, navets potagers, oignons blancs, oignons de couleur, radis, salsifis et scorsonères, petits pois, haricots à écosser et demi-secs, haricots verts, haricots secs, lentilles, pois secs, champignons cultivés. La pomme de terre est exclue.
- Les données du commerce extérieur en légumes frais sont extraites sur les codes douaniers NC8 des postes de la nomenclature harmonisée SH2, postes « 07 » et « 20 », qui concernent les légumes frais. Ont été exclus du champ des légumes les olives, les poivrons et piments utilisés dans l'industrie non alimentaire, les jets de bambou, les betteraves, mais ont été inclus les melons (SH « 08 »).
- Les deux champs de la production et du commerce extérieur, qui ont servi de cadre à l'analyse, ne sont pas strictement identiques, mais s'articulent assez bien et présentent un bon cadre général. Ainsi, le poste carotte de la SAA correspond à carotte et navet du code douanier et le chou-fleur de la SAA correspond à chou-fleur et brocoli du code douanier.

Définitions

Consommation apparente = Production + Importations – Exportations

La consommation apparente correspond au disponible.

Source

Douanes : contrôle des échanges de marchandises par le service des douanes de la DGDDI

Agreste : diffusion des données et des études du SSP

SAA : statistique agricole annuelle

Pour en savoir plus

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

Les Infos rapides « Carotte », « Chicorée », « Chou-Fleur », « Concombre », « Courgette », « Endive », « Laitue », « Melon », « Poireau », « Tomate »

- « Baisse des prix des légumes d'hiver due à la douceur du climat » n° 2012/175, avril 2012
- « En 2011, cumul des difficultés dans la commercialisation des légumes d'été » n° 2011/161, novembre 2011
- « Une campagne difficile pour les légumes d'hiver » n° 2011/145, avril 2011
- « Fruits et légumes : intempéries, importations limitées avec des prix en hausse en 2010 » n° 2010/130, novembre 2010
- « 2009/2010 : une campagne difficile pour tous les légumes d'hiver » n° 2010/105, mars 2010
- « 2009, l'année des difficultés pour les légumes d'été » n° 2009/91, novembre 2009
- « En dix ans, le déficit commercial des légumes s'est plus creusé pour l'industrie que pour le frais » n° 2009/80, juillet 2009
- « Légumes d'hiver : le froid hivernal fait grimper les prix », Synthèses Légumes n° 2009/75, juin 2009
- « Les intempéries limitent la production des légumes d'hiver », Synthèses Légumes n° 2009/64, mars 2009
- « Légumes : une fraîcheur estivale peu favorable aux prix à la production », Synthèses Légumes n° 2009/47, octobre 2008
- « Campagne moyenne pour les légumes d'hiver », Synthèses Légumes n° 2009/77, juin 2008
- « Chou-fleur en légère reprise dans la campagne 2007/2008 », Synthèses Légumes n° 2009/17, avril 2008
- « Le déficit des échanges de légumes frais continue de se creuser en 2007 », Synthèses Légumes n° 2008/12, mars 2008

Retour éditorial

En 2013, la production des IAA s'est repliée

En 2013, la production des industries agroalimentaires a diminué par rapport à 2012. Cette diminution a touché toutes les filières. L'excédent commercial des IAA a fléchi sur un an, en raison du dynamisme des importations. Il s'est toutefois redressé au quatrième trimestre. La hausse du chiffre d'affaires s'est poursuivie, toujours soutenue par des prix en hausse, malgré la baisse des cours des matières premières céréalières et oléagineuses.

Un recul de la production en 2013, contrasté selon les filières

La production en volume des industries agroalimentaires (IAA) hors tabac a reculé de 2,7 % entre 2012 et 2013. Au 3^e trimestre 2013, le repli a été cependant moins prononcé que sur le reste de l'année. Ce recul a été contrasté selon les filières.

Les baisses les plus réduites concernent des produits dont la production était en hausse ou en recul limité en 2012. Ainsi, entre 2012 et 2013, la production des huiles et graisses végétales et animales n'a ainsi baissé que de 0,9 % après avoir été en hausse entre 2011 et 2012. Malgré une récolte française de colza plus faible en 2013, la production d'huiles et graisses végétales s'est en effet accrue au 2^e se-

mestre du fait de l'augmentation des triturations. En 2013, malgré un début d'année difficile, la production de produits laitiers n'a aussi que légèrement diminué par rapport à 2012, grâce à une nette reprise de la collecte laitière à partir de l'été. La production d'aliments pour animaux ne s'est également que faiblement réduite, le repli s'expliquant principalement par le recul de la production porcine.

En revanche, la production des produits du travail des grains et produits amylics et des produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires a diminué de manière beaucoup plus significative en 2013 alors qu'elle était en hausse en 2012. Les biscuits, biscottes et pâtisseries de conservation ont subi la plus forte baisse de production (- 6 % entre 2012 et 2013).

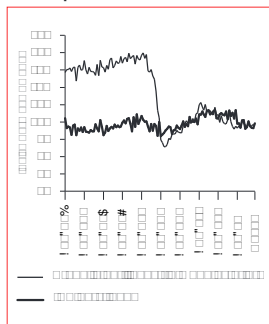
En 2013, la production des viandes et produits à base de viande a régressé au même rythme qu'en 2012 sur un an (- 2,4 % entre 2012 et 2013). La production de viande de boucherie a nettement reculé au 1^{er} semestre. Celle de viande de volailles a décroché en fin d'année. En 2013, cette dernière a été marquée par la suppression des restitutions à l'exportation intervenue à partir de juillet entraînant un recul de la production, en glissement annuel, au cours du dernier trimestre.

Le repli de la production a été encore plus marqué en 2013 pour les produits déjà en baisse en 2012 : préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche, produits à base de fruits et légumes, « autres produits alimentaires »

(sucre, chocolaterie, café, plats préparés, etc). Ainsi, la production des produits de préparations et conserves de légumes s'est fortement repliée (- 7 % entre 2012 et 2013), pénalisée par un climat printanier froid et humide

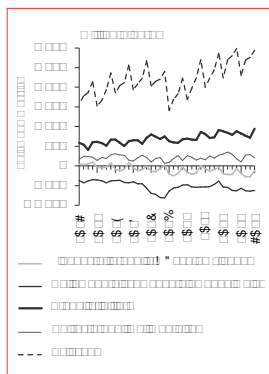
défavorable aux cultures légumières. En 2013, la réduction de la production des boissons a également été bien plus prononcée que celle de 2012. Après avoir été en retrait durant les six premiers mois de 2013, cette production s'est maintenue au 3^e trimestre à un niveau égal à celui de 2012. En revanche, elle a chuté de nouveau en fin d'année. Le premier facteur de cette diminution a été la baisse de 7 % de la production des bières (contre + 5 % entre 2011 et 2012). La production de bière avait en effet fortement augmenté fin 2012, les industriels ayant anticipé la hausse des droits d'accises sur la bière prévue en 2013. Le second facteur a été le recul de la production de boissons rafraîchissantes (- 21 % entre 2012 et 2013). Le climat du printemps 2013 a peu favorisé la consommation de ce type de boissons.

En 2013, la production des IAA s'est repliée



Sources : Insee et Agreste - Indice de la production industrielle (IPI) CVS et CJO

Fléchissement de l'excédent commercial des IAA en 2013



Source : DGDDI (Douanes) - Données brutes

L'excédent commercial des IAA a diminué en 2013

L'excédent des échanges en produits des IAA, hors tabac, s'est réduit en 2013 par rapport à 2012 même s'il a été marqué par une reprise fin 2013 (+ 2,3 % entre le 4^e trimestre 2012 et 2013). En 2013, il a atteint 8,4 milliards d'euros alors qu'il s'élevait à 9,2 milliards en 2012, soit un recul de 8 %. Malgré ce recul, l'excédent commercial a dépassé celui de 2011, et même le fort excédent de 2008 atteint avant la crise économique de 2009. La réduction de l'excédent en 2013 s'explique par une croissance beaucoup plus marquée des importations (+ 3,8 %) que des exportations (+ 1,2 %).

La détérioration du solde des échanges des IAA provient d'abord de l'aggravation des déficits commerciaux des viandes et produits à base de viandes, des préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche, des produits de préparations et conserves de légumes et des huiles et graisses végétales et animales. La réduction de l'excédent commercial des « autres produits alimentaires » (- 23 % entre 2012 et 2013) a également participé à la dégradation du solde global des échanges des IAA en 2013. Après avoir chuté de 67 % au

1^{er} trimestre 2013 par rapport à l'année précédente, il s'est toutefois remis à augmenter en fin d'année 2013 (+ 16 % entre le 4^e trimestre 2012 et 2013), sous l'effet d'une hausse marquée des exportations des cafés et thés transformés et des plats préparés. Pour les produits laitiers, la forte croissance sur un an des importations (+ 12 %) a réduit leur excédent commercial contribuant aussi à la détérioration du solde des échanges des IAA. Toutefois, dans cette filière également le solde s'est amélioré au dernier trimestre.

Pour la première fois depuis 2011, l'excédent des boissons n'a pas augmenté. Il est resté stable entre 2012 et 2013, pesant sur l'excédent commercial des IAA. Les exportations ont notamment stagné, après trois années de forte progression. L'excédent commercial des produits du travail des grains et produits amylics s'est aussi maintenu au même niveau qu'en 2012.

À l'opposé, l'excédent des aliments pour animaux a poursuivi sa progression entre 2012 et 2013, les exportations progressant plus vite que les importations. S'agissant du déficit commercial des produits de la boulangerie-pâtisserie et produits alimentaires, il s'est réduit de 4,3 %. C'est le fruit du ralentissement de la hausse des importations sur 2013.

La consommation des ménages s'est stabilisée

D'après les premiers résultats des comptes trimestriels de l'Insee, les volumes de produits agroalimentaires, y compris tabac, consommés par les ménages en 2013 ont été quasi-équivalents à ceux de 2012. Pour les produits bruts de l'agriculture et de la pêche - fruits et légumes, poissons frais, etc. - la consommation a été en retrait de 1,2 %, sur la même période. D'après le Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer, en 2013 les volumes de viande achetées par les ménages pour la consommation à domicile ont été égaux à ceux de 2012. Les achats de viandes de volailles ont légèrement augmenté de 0,5 %.

D'après le panel Nielsen, qui concerne les produits laitiers en grande surface, la consommation à domicile en volume a reculé en 2013 par rapport à 2012 (- 1,8 %), recul entamé début 2013. La consommation de lait de consommation et de fromages et desserts frais a régressé. À l'inverse, la consommation de beurre s'est accrue (+ 1,9 %), ainsi que celle de crème fraîche et de longue conservation.

Les prix ont été en hausse en 2013

En 2013, les prix des produits des IAA, hors tabac, ont progressé de 2,9 % par rapport à 2012. Depuis le début de l'année, la hausse des prix n'a cessé de décélérer. Au 4^e trimestre 2013, la hausse a été de seulement 0,7 %. L'évolution des prix a été contrastée selon les produits.

En 2013, la hausse des prix a ralenti pour certains produits, tel que les huiles

et graisses végétales et animales et les aliments pour animaux. Les prix se sont même repliés entre les 4^e trimestre 2012 et 2013. En effet, le début de la campagne céréalière de 2013/2014 s'est accompagné d'une chute des cours. En 2013, la hausse des prix des viandes et produits à base de viandes s'est aussi atténuée (+ 3,1 % entre 2012 et 2013 contre + 5 % entre 2011 et 2012). Les prix des viandes de boucherie et produits d'abattage ont été plus particulièrement affectés. Les prix des produits à base de fruits et légumes, des produits de la boulangerie-pâtisserie et produits alimentaires et des « autres produits alimentaires » ont également suivi cette tendance. En fin d'année 2013, le prix du sucre a baissé, entraînant une réduction légère du prix des « autres produits alimentaires ».

S'agissant des produits du travail des grains et produits amylicés, les prix ont encore progressé entre 2012 et 2013. En effet, la forte hausse des prix du début d'année n'a pas été compensée par le recul du dernier trimestre le prix des produits laitiers a également augmenté sur l'année (+ 2,4 %), suite aux fortes hausses

observées au second semestre (+ 7,8 % pour le beurre, + 7,8 % pour le lait liquide). Le prix des préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche a très peu augmenté entre 2012 et 2013. Pour les boissons, les prix se sont nettement renchérissés entre 2012 et 2013. Ils ont été notamment tirés par les bières (+ 17 %) en répercussion de la hausse des droits d'accise.

La croissance du chiffre d'affaires a été moins vive qu'en 2012

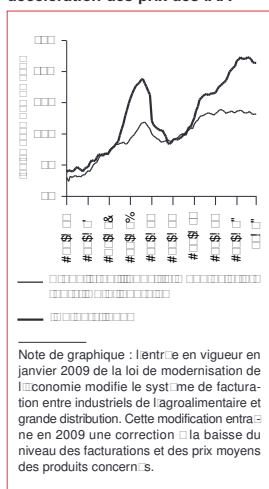
Le chiffre d'affaires des IAA, hors tabac, a continué d'augmenter (+ 2,3 % entre 2012 et 2013) mais à un rythme inférieur à celui de 2012 (+ 3,2 %). La croissance a été plus vive au 3^e trimestre 2013 grâce au moindre repli de la production à cette période. Après une contraction en 2009 causée par la baisse simultanée de la production et des prix, le chiffre d'affaires des IAA progresse depuis début 2010. En 2013, le chiffre d'affaires a nettement dépassé le niveau record de 2008, dans le contexte de la précédente flambée des prix.

Le chiffre d'affaires des produits laitiers a accéléré sa hausse en 2013. Il a été dynamisé par des prix bien orientés (2,4 %). Les chiffres d'affaires des produits de la boulangerie-pâtisserie et produits alimentaires, des produits du travail des grains et produits amylicés et des préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche ont suivi la même tendance grâce à des prix hauts.

En 2013, les chiffres d'affaires des viandes et produits à base de viandes, des produits à base de fruits et légumes, des « autres produits alimentaires » et des aliments pour animaux ont encore augmenté mais moins vite qu'en 2012. En effet, la croissance des prix de ces produits s'est ralentie en 2013 par rapport à 2012. Les chiffres d'affaires des boissons ont également modéré leur progression à cause du repli de leurs productions.

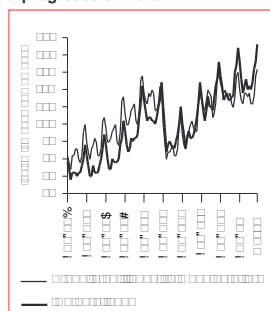
En revanche, le chiffre d'affaires des huiles et graisses végétales et animales s'est rétracté en 2013 sous l'effet de la chute de la production.

Fin 2013, décélération des prix des IAA



Source : Insee - Indice brut des prix à la production pour le marché français, Prix de marché (hors TVA, y compris impôts sur les produits, hors subventions)

Le chiffre d'affaires des IAA a progressé en 2013



Source : Insee - Moyenne mobile sur trois mois de l'indice brut du chiffre d'affaires, marché intérieur et exportations

Des perspectives de production stables

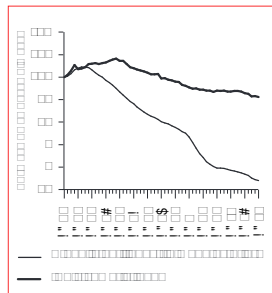
Selon les chefs d'entreprise interrogés par l'Insee au 4^e trimestre 2013, l'activité des IAA est répartie à la hausse. Les carnets de commande, qu'ils émanent de France ou de l'étranger, sont toujours considérés comme peu étoffés, mais en progrès. Les perspectives personnelles de production du 1^{er} trimestre 2014 sont stables.

Les IAA ont perdu des emplois salariés en 2013

Fin 2013, l'emploi salarié des industries agroalimentaires, y c. tabac et entreprises artisanales de la charcuterie et de la boulangerie-pâtisserie, compte 545 900 emplois salariés, soit 5 100 emplois de moins que fin 2012 (- 0,9 %). Entre 2011 et 2012, le nombre d'emplois était stable (- 0,1 %). Dans l'ensemble de l'industrie manufacturière, le recul sur un an a été plus important, touchant 48 000 emplois

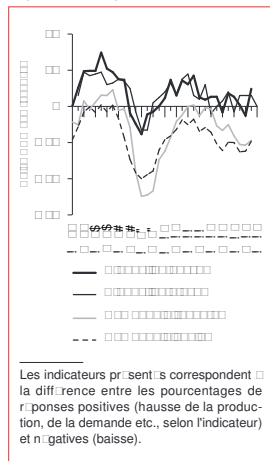
(- 1,7 %), après des pertes de 29 000 emplois (- 1 %) entre 2011 et 2012. Fin décembre 2013, l'industrie manufacturière comptait 2,8 millions d'emplois salariés.

L'érosion de l'emploi salarié a continué dans les IAA en 2013



Source : Insee - Emploi salarié en fin de trimestre (y compris artisanat commercial)

Au premier trimestre 2014, la production prévue est stable



Source : Insee - Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie

La hausse sur un an des exportations dépasse à nouveau celle des importations au 4^e trimestre 2013

Évolution en %*	Année 2012/année 2011					Année 2013/année 2012				
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations
Produits des industries alimentaires	-0,6	3,1	3,1	2,9	3,4	-2,4	2,2	2,2	1,8	4,0
Viandes et produits à base de viandes	-2,4	5,0	3,1	0,1	7,2	-2,4	3,1	1,7	-0,3	2,4
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	-3,2	1,2	3,4	13,6	-0,6	-5,1	1,6	4,5	1,4	3,4
Produits à base de fruits et légumes	-1,7	4,4	5,0	0,6	4,1	-2,3	1,6	4,1	4,7	2,1
Huiles et graisses végétales et animales	12,7	3,4	5,2	-16,2	3,9	-0,9	2,7	-7,0	-11,6	-0,8
Produits laitiers	0,3	-0,1	0,4	2,3	-3,0	-0,6	2,4	3,4	3,7	12,3
Produits du travail des grains et produits amylicés	3,8	-0,8	0,8	1,3	2,4	-3,2	4,5	3,9	2,3	4,2
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	1,2	1,1	2,5	10,6	6,3	-4,0	0,7	3,3	7,0	4,6
Autres produits alimentaires	-1,7	5,5	4,9	7,2	4,2	-3,3	0,4	0,5	1,7	6,1
Aliments pour animaux	0,5	5,0	5,4	8,3	5,4	-1,2	4,3	3,1	3,0	1,9
Boissons*	-1,5	3,0	4,2	10,1	2,4	-4,0	6,3	2,8	0,2	1,9
IAA hors tabac	-0,8	3,1	3,2	5,1	3,3	-2,7	2,9	2,3	1,2	3,8

Évolution en %*	1 ^{er} trimestre 2013/1 ^{er} trimestre 2012					2 ^e trimestre 2013/2 ^e trimestre 2012				
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations
Produits des industries alimentaires	-3,0	4,2	2,3	-1,5	2,8	-2,4	3,2	3,0	2,2	6,6
Viandes et produits à base de viandes	-3,6	5,4	2,4	3,7	2,5	-3,0	4,7	2,3	-0,2	3,5
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	-9,1	0,6	2,1	-12,5	-1,4	-4,2	2,6	1,3	4,6	7,0
Produits à base de fruits et légumes	7,1	1,0	3,3	2,5	1,5	-8,0	1,3	2,5	7,2	3,8
Huiles et graisses végétales et animales	-3,8	14,2	5,4	-17,6	-4,2	-3,2	8,9	-3,3	-12,8	5,3
Produits laitiers	-2,3	-0,7	-1,7	-2,8	1,7	0,8	1,1	3,7	3,5	16,0
Produits du travail des grains et produits amylicés	-6,3	9,2	5,8	1,2	8,6	-1,9	8,7	8,2	4,3	4,5
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	-4,3	0,6	3,6	9,4	7,4	-3,8	0,3	3,5	6,6	6,8
Autres produits alimentaires	-2,5	2,3	-0,1	-4,7	7,3	-2,8	-0,2	0,4	1,8	7,1
Aliments pour animaux	-0,2	18,2	11,0	6,3	10,5	-1,9	11,8	8,5	5,0	10,4
Boissons*	-8,2	6,6	3,2	3,0	3,2	-3,7	6,2	3,0	0,9	6,0
IAA hors tabac	-3,7	4,5	2,4	-0,2	2,9	-2,7	3,7	3,0	1,8	6,5

Évolution en %*	3 ^e trimestre 2013/3 ^e trimestre 2012					4 ^e trimestre 2013/4 ^e trimestre 2012				
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations
Produits des industries alimentaires	-1,6	1,8	2,9	2,8	4,8	-2,6	-0,1	0,7	3,4	2,0
Viandes et produits à base de viandes	-0,1	2,3	2,8	1,2	4,9	-2,9	0,3	-0,2	-5,0	-1,2
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	-3,1	0,8	7,8	0,3	3,5	-4,1	2,4	5,9	10,6	4,1
Produits à base de fruits et légumes	-2,4	1,3	6,6	5,0	3,4	-3,9	2,7	3,9	4,2	-0,2
Huiles et graisses végétales et animales	2,1	-0,1	-10,9	-15,2	-3,3	1,8	-10,6	-17,4	0,6	-0,8
Produits laitiers	-0,1	4,9	6,2	6,7	23,9	-0,6	4,4	5,6	7,7	8,0
Produits du travail des grains et produits amylicés	-2,4	3,3	4,5	4,2	5,0	-2,0	-3,0	-2,5	-0,5	-1,0
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	-4,3	0,6	3,2	6,6	3,8	-3,6	1,5	3,0	5,6	1,1
Autres produits alimentaires	-3,7	0,2	0,7	3,0	4,1	-4,3	-0,6	1,0	6,6	6,0
Aliments pour animaux	-2,0	-0,1	1,1	0,1	-3,6	-0,8	-9,6	-6,2	0,8	-8,2
Boissons	-0,1	7,2	6,1	0,0	4,5	-4,8	5,3	-0,4	-2,4	-5,1
IAA hors tabac	-1,3	2,6	3,3	1,9	4,8	-3,0	0,7	0,6	1,4	1,3

Les diverses sources de ce tableau de synthèse ayant des couvertures différentes (champ, branche, secteur) ne sont pas toujours immédiatement comparables.

* Non compris : les vins pour la production et les fabrications de cidre et de vins de fruits pour le chiffre d'affaires

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

La production de viandes et produits à base de viande à nouveau en baisse en 2013

En 2013, pour la deuxième année consécutive, la production de viandes et produits à base de viande a diminué (-2,4 %) pour se situer à un niveau historiquement bas. Le repli le plus marqué a concerné les viandes de boucherie. Les quantités de bovins abattus se sont en effet à nouveau contractées en 2013 notamment celles de vaches (-10 %). La bonne conjoncture laitière et l'assouplissement dans l'encadrement de la production laitière d'une part et les incertitudes sur les règles d'attribution de la prime à la vache allaitante d'autre part ont conduit les éleveurs à conserver leurs effectifs de vache. Pour les porcins, les volumes abattus ont encore baissé en 2013 comme dans la majorité des pays producteurs de l'Union européenne, dans un contexte de prix élevé de l'aliment et de poursuite des travaux de mises aux normes des élevages. Les volumes de production de viande de volaille transformée par les industriels français ont diminué en 2013 au même rythme qu'en 2012 (-1,1 %). La production de produits à base de viande a poursuivi sa baisse amorcée au 2^e semestre 2012 mais les volumes produits sont restés importants.

Les prix à la production des viandes et produits à base de viande, déjà

très élevés en 2012, ont conservé une orientation haussière qui s'est atténuée fin 2013. Les prix des viandes de boucherie, de volailles et de produits à base de viande ont augmenté sensiblement au même rythme, autour de 3 %, et ont soutenu les chiffres d'affaires.

Après l'amélioration temporaire observée en 2011, le déficit commercial des viandes et produits à base de viande s'est dégradé pour la deuxième année consécutive. Les viandes de boucherie ont largement contribué à l'aggravation du déficit : le manque d'offre et l'affaiblissement de la

demande extérieure ont entraîné un repli des exportations. Pour les viandes de volaille, l'arrêt de la restitution aux exportations en juillet a marqué l'année : la valeur des exportations de volailles, en progression de 13 % au 1^{er} semestre, a reculé de 6 % en deuxième partie d'année. Toutefois, le solde commercial des viandes de volaille, excédentaire, est resté stable entre 2012 et 2013. Bien qu'excédentaire en volume, le solde des échanges des produits à base de viande est demeuré déficitaire en valeur. En 2013, il a atteint -279 millions d'euros.



Une hausse des prix plus modérée au second semestre

Évolution en %	1 ^{er} sem. 2013/1 ^{er} sem. 2012					2 ^e sem. 2013/2 ^e sem. 2012					Année 2013/Année 2012				
	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*
Viandes et produits à base de viande	-3,3	+5,0	+2,3	+1,7	+3,0	-1,6	+1,3	+1,2	-2,2	+1,7	-2,4	+3,1	+1,7	-0,3	+2,4
Viandes de bouch. et produits d'abat.	-4,8	+5,9	+0,7	-3,8	+2,4	-1,9	-0,1	-0,1	-2,1	+0,3	-3,4	+2,8	+0,3	-3,0	+1,3
Viandes de volailles	-0,7	+5,1	+7,2	+12,8	+1,4	-1,6	+2,3	+1,7	-5,9	+4,3	-1,1	+3,7	+4,3	+2,3	+2,9
Produits à base de viande	-2,4	+3,9	+1,8	+9,3	+6,8	-1,1	+2,9	+2,5	+3,8	+4,5	-1,7	+3,4	+2,2	+6,3	+5,6

* En valeur
Sources : Insee, SSP-Agreste, DGDDI (Douanes)

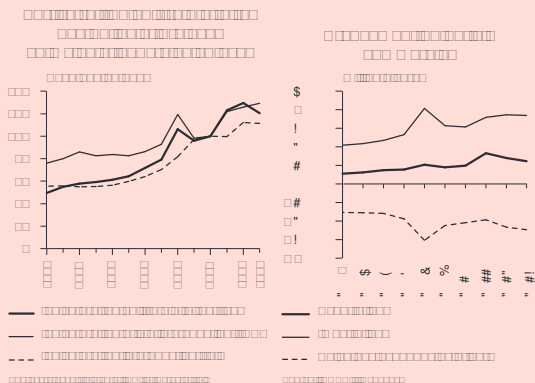
Huiles et graisses végétales : creusement du déficit commercial

En 2013, le déficit commercial des huiles et graisses s'est creusé de 5,7 % par rapport à 2012. Ce phénomène s'est amorcé au 2^e trimestre 2013 avec une accentuation de 18 % du déficit sur un an. Sur l'année, les exportations ont enregistré une baisse (-12 %) beaucoup plus forte que les importations (-0,8 %). L'activité est également en retrait sur l'ensemble de l'année. Après avoir été en forte croissance entre 2011 et 2012 (+13 %) la production d'huiles et graisses s'est légèrement repliée entre 2012 et 2013. Cette baisse n'a été que de 0,9 % grâce à une reprise au second semestre.

Entre 2012 et 2013, les prix à la production se sont accrus mais moins qu'entre 2011 et 2012 (+2,7 % contre 3,4 %). Ils ont été impactés par la baisse des cours des matières premières, particulièrement sensible au début de la nouvelle campagne 2013/2014. Les cours

du colza et du tournesol, sont tributaires des cours mondiaux du soja. Le marché de ce dernier s'est détendu au 2^e semestre 2013 à la suite d'une augmentation des stocks

des principaux exportateurs de soja. Le chiffre d'affaires s'est réduit de 7 % entre 2012 et 2013 en lien avec une hausse des prix atténuée et une activité faible.



Léger recul de la production en 2013

Évolution en %	1 ^{er} sem. 2013/1 ^{er} sem. 2012					2 ^e sem. 2013/2 ^e sem. 2012					Année 2013/Année 2012				
	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations	Importations	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations	Importations	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations	Importations
Huiles et graisses végétales et anim.	-3,5	11,5	0,9	-15,3	0,5	1,9	-5,4	-14,4	-7,3	-2,0	-0,9	2,7	-7,0	-11,6	-0,8
Huiles et graisses	-3,2	12,0	1,0	-15,6	1,0	1,9	-5,6	-15,0	-7,8	-1,1	-0,7	2,8	-7,3	-12,0	-0,1
Huiles brutes et tourteaux	-2,9		2,3			1,4		-17,7			-0,8		-8,1		
Huiles raffinées	-3,9	7,3	-3,1			2,9	2,4	-6,0			-0,6	4,9	-4,6		
Margarine	-13,9		-0,8	-5,5	-4,1	1,5		-1,2	5,8	-10,3	-6,8		-1,0	0,1	-7,3

Sources : Insee (Ipi, Ica et IPP), DGDDI (Douanes) et Agreste (Ipi)

Repli des fabrications de produits laitiers en 2013

Pénalisées par le repli de la collecte laitière au premier semestre, les fabrications de produits laitiers transformés ont légèrement diminué en 2013, après une année de stabilité. Toutes les productions ont baissé à l'exception de celles des fromages, en légère croissance. Stables en 2012 puis en première partie d'année 2013, les prix à la production des produits laitiers ont augmenté au second semestre. Dans le sillage de l'envolée des cours mondiaux, les prix des laits secs et du beurre ont le plus fortement progressé, entraînant un redressement du prix du lait payé aux producteurs. Porté par des prix bien orientés, le chiffre d'affaires des produits laitiers transformés, stable en 2012, a augmenté en 2013.

Après trois années successives de hausse, l'excédent commercial des produits laitiers, deuxième poste créancier de l'excédent commercial des industries agroalimentaires, a diminué en 2013. La baisse des fabrications a en effet pesé sur les échanges. Faute de disponibilité suf-

fisante en produits laitiers, les quantités vendues à l'étranger ont globalement diminué et les tonnages achetés ont augmenté. Les prix se sont en outre accrus plus fortement à l'importation qu'à l'exportation (En 2013, les exportations de centrales permettent l'excédent agroalimen-

taire de se maintenir à haut niveau, Commerce extérieur agroalimentaire n°2014/235, mars 2014). Les pays tiers confirment leur importance dans les échanges de produits laitiers : en valeur le solde commercial hors Union a dépassé en 2013 celui réalisé avec l'Union européenne.



La baisse des fabrications a affecté les échanges

Évolution en %	1 ^{er} sem. 2013/1 ^{er} sem. 2012					2 ^e sem. 2013/2 ^e sem. 2012					Année 2013/Année 2012				
	Pro- duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor- tations*	Impor- tations*	Pro- duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor- tations*	Impor- tations*	Pro- duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor- tations*	Impor- tations*
Produits laitiers	-0,8	0,2	0,9	0,3	9,0	-0,4	4,6	5,9	7,2	15,7	-0,6	2,4	3,4	3,7	12,3
Produits laitiers et fromages	-0,6	0,2	1,0	0,5	11,5	-0,6	4,6	5,9	6,9	16,1	-0,6	2,4	3,5	3,7	13,8
Lait liquide, crème de lait, produits frais	-0,4		-0,9			-2,5		4,1			-1,5		1,6		
Lait liquide		-0,3		4,1	18,6		7,8		2,3	-0,1		3,6		3,2	8,9
Crème de lait		-0,9		-6,2	11,1		3,8		15,8	10,4		1,4		3,7	10,8
Produits frais : yaourts, desserts lactés frais		-0,3		-2,5	-7,8		1,7		-1,7	-0,1		0,7		-2,1	-4,1
Beurre conditionné GMS	-6,5	-0,1	-1,2	-6,9	32,8	0,1	7,9	11,4	8,6	32,0	-3,6	3,9	5,0	0,7	32,4
Fromages	0,0	-0,1	2,3	3,6	0,7	1,5	2,9	6,5	5,2	13,6	0,7	1,4	4,4	4,4	7,2
Laits secs	0,4	11,1	2,3			-3,0	27,1	5,7			-1,2	19,1	4,0		
Lait en poudre écrémé				-16,0	9,1				4,7	5,1				-7,0	7,0
Lait en poudre entier				5,7	36,5				33,5	35,3				18,9	36,0
Caséine et caséinates		10,0		-8,8	-10,0		9,5		-4,4	-1,1		9,7		-6,9	-5,9
Glaces et sorbets	-6,1	-0,1	-1,3	-2,9	-15,2	8,8	-1,2	4,7	14,7	8,8	-0,8	-0,6	1,8	4,0	-6,4

* En valeur
Sources : Insee, SSP - Agreste, DGDDI (Douanes)

La baisse de la production de sucre a affaibli l'excédent commercial des « autres produits alimentaires »

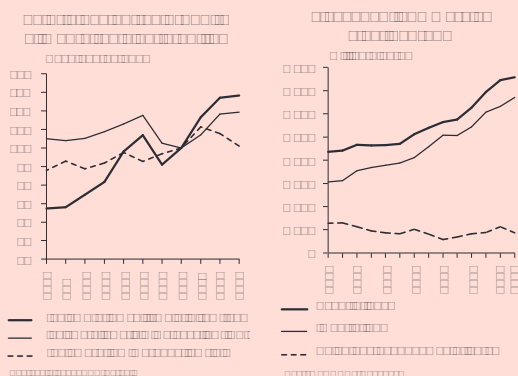
En 2013, parmi les autres produits alimentaires (catégorie regroupant le sucre, la chocolaterie-confiserie, le café, le thé, les aliments pour enfants et des préparations alimentaires diverses), c'est la production de plats préparés, dynamique en 2012, qui a le plus diminué, touchée par le repli des ventes lié à la fraude à la viande de cheval. La production de sucre a également baissé, tout comme les fabrications de préparations alimentaires diverses telles que les potages, les sandwiches, les ovoproduits... Les productions de chocolat et confiserie, elles, se sont maintenues depuis 2011 tandis que les fabrications d'aliments pour enfants et celles de thé et café ont augmenté, après un repli en 2012.

Le chiffre d'affaires des autres produits alimentaires a été quasi stable en 2013 après trois années de hausse. Conséquence des replis de la production et du prix, le chiffre d'affaires du sucre a diminué tout en restant à un haut niveau. Le chiffre d'affaires des plats préparés a fléchi, légèrement impacté par le recul de la production. Les variations des chiffres d'affaires de la chocolaterie-confiserie et des cafés et thés ont été à l'image de leurs évolutions de prix en 2013.

La progression des importations des autres produits alimentaires, plus vive que celle des exportations, a fait chuter l'excédent des échanges de ces

produits de 256 millions d'euros, grevant ainsi l'excédent global des industries agroalimentaires. La diminution du solde des échanges en sucre a notamment largement contribué à ce mouvement baissier. Le repli des disponibilités françaises en sucre, conséquence de deux mauvaises campagnes betteravières successives, a en effet entraîné un recul des quantités exportées (-15%) et une augmentation des volumes achetés (+12%). Malgré une hausse marquée de la valeur des exportations, le déficit des échanges de thé et café a continué à se dégrader, notamment à cause de la progression des achats de capsules de café venant de Suisse.

En progression en 2011 et 2012, le prix à la production des autres produits alimentaires se sont stabilisés en 2013 à un niveau élevé. Le prix du sucre a baissé, en lien avec la détente des cours mondiaux dans un contexte d'abondance de l'offre. Le prix des cafés et thés transformés a aussi diminué, en particulier celui du café dans le sillage du recul des cours mondiaux. Le prix des produits de chocolaterie, lui, a augmenté, conséquence d'une forte progression des cours du cacao imputable à une offre réduite et une demande croissante. Le prix des aliments pour enfants, quasi stable, et celui des plats préparés, en légère hausse, sont moins sensibles aux fluctuations des cours des matières premières.



La production de plats préparés a reculé suite à la fraude sur la viande de cheval

Évolution en %	1 ^{er} sem. 2013/1 ^{er} sem. 2012					2 ^e sem. 2013/2 ^e sem. 2012					Année 2013/Année 2012				
	Pro-duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tations*	Impor-tations*	Pro-duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tations*	Impor-tations*	Pro-duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tations*	Impor-tations*
Autres produits alimentaires	-2,7	1,1	0,2	-1,5	7,2	-4,0	-0,2	0,8	4,8	5,1	-3,3	0,4	0,5	1,7	6,1
Sucre	-4,6	1,0	-3,1	-17,4	18,0	0,6	-2,5	-3,9	-15,9	-2,0	-2,2	-0,7	-3,5	-16,7	8,0
Cacao, chocolat et produits de confiserie	1,5	4,8	2,4	-4,9	1,9	-2,2	3,0	3,5	3,2	4,3	-0,5	3,9	3,0	-0,7	3,2
Café et thé transformés	1,9	-3,6	-5,1	19,9	16,8	5,0	-2,9	-2,4	39,6	9,0	3,4	-3,3	-3,8	29,8	12,7
Condiments															
Plats préparés	-15,4	1,3	-2,3	1,2	3,3	-9,6	1,5	-2,1	18,3	5,6	-12,7	1,4	-2,2	9,4	4,5
Aliments adaptés à l'enfant et diététiques	6,2	-0,8	2,0	23,0	13,2	3,0	-0,4	1,6	11,3	10,3	4,5	-0,6	1,8	16,8	11,8
Produits alimentaires divers	-4,6	-0,5	2,3	0,8	3,2	-10,1	-3,7	3,7	5,7	1,5	-7,4	-2,1	3,0	3,2	2,4

* En valeur
Sources : Insee (Ica, Ipi et IPP), DGDDI (Douanes) et Agreste (Ipi)

Les prix des aliments pour animaux sont restés élevés en 2013

En 2013, après une année de stabilité, la production française d'aliments composés pour animaux de ferme a baissé, comme la production européenne. L'Allemagne et l'Espagne, dans le trio de tête européen des producteurs d'aliments pour le bétail avec la France, ont connu des évolutions contraires : croissance de 7 % pour l'Allemagne, chute de 6 % pour l'Espagne. Les tonnages produits par les fabricants français d'aliments sont un baromètre de l'activité de l'élevage. Ainsi, la production d'aliments pour bovins, dont 70 % est destinée aux vaches laitières, a progressé en 2013 en lien avec un marché du lait porteur. La fabrication d'aliments pour porcins a conservé son orientation baissière parallèlement à la diminution du cheptel porcin. Les quantités d'aliments produites à destination des volailles sont à l'image des productions avicoles : hausse des volumes pour les poulets en lien avec une demande accrue pour cette viande, augmentation pour les poules pondeuses, dans un contexte de surproduction d'œufs, repli pour les autres espèces. De leur côté, les quantités d'aliments pour animaux de compagnie, en hausse en 2012, se sont stabilisées en 2013 alors que la production européenne s'est repliée.

même rythme qu'en 2012, répercutant de façon lissée et retardée les fluctuations des cours des céréales et oléoprotéagineux. Ainsi, alors que le prix des matières premières utilisées en alimentation animale a augmenté de 16 % en 2012 puis baissé de 5 % en 2013, le prix des aliments pour animaux s'est accru de 5 % en 2012 comme en 2013. Le prix des aliments pour animaux de compagnie, lui, a légèrement diminué en France et a augmenté dans l'Union européenne (+ 2 %). Le chiffre d'affaires de l'ensemble du secteur des aliments pour animaux s'est accru en 2013 plus modérément qu'en

2012, freiné par le recul de la production et le tassement des prix.

Le solde du commerce extérieur, structurellement excédentaire, a conservé ses tendances, haussière en valeur (+ 4 %) et baissière en volume (- 7%). L'essentiel des échanges a été réalisé avec les pays de l'Union européenne. Pour les aliments pour animaux de compagnie, les ventes et achats se sont réduits en quantités dans les mêmes proportions, autour de - 5 %, et ont stagné en valeur. Côté aliments pour animaux de ferme, la diminution en quantité de l'excédent des échanges (- 9 %) contraste avec son augmentation en valeur (+ 13 %).



En 2013, les prix à la production des aliments pour animaux de ferme sont restés élevés. Ils ont augmenté au

Baisse des prix des aliments pour animaux au second semestre

Évolution en %	1 ^{er} sem. 2013/1 ^{er} sem. 2012					2 ^e sem. 2013/2 ^e sem. 2012					Année 2013/Année 2012				
	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*
Aliments pour animaux	-1,0	14,9	9,8	5,7	10,5	-1,4	-5,0	-2,8	0,4	-6,0	-1,2	4,3	3,1	3,0	1,9
Aliments pour animaux de ferme	-1,2	17,6	12,3	15,8	8,5	-1,5	-5,7	-4,0	0,8	-1,0	-1,3	5,1	3,7	7,8	3,6
Aliments pour anim. de compagnie	0,8	-1,7	2,3	-0,4	12,4	0,1	-1,8	0,8	0,2	-11,0	0,4	-1,8	1,5	-0,1	0,2

* En valeur
Sources : Insee, SSP - Agreste, DGDDI (Douanes)

Les exportations de boissons se sont maintenues au niveau record de 2012

La production de boissons a reculé en 2013 (-4 %). En particulier, les ventes de champagne ont continué de décroître, pâtissant d'un contexte économique encore difficile en France et dans le reste de l'Union européenne. La production de bière, elle, a diminué au premier semestre 2013 (-11 %) dans une proportion équivalente à la hausse enregistrée le semestre précédent (+11 % au 2^e semestre 2012). Les industriels ont en effet anticipé leurs livraisons fin 2012, avant l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2013 de la hausse de la taxation sur la bière. La production de boissons alcooliques distillées telles rhum, whisky, cognac s'est légèrement repliée, affectée par la diminution des ventes à l'étranger. La production d'eaux de table et de limonades, colas, sodas et autres boissons rafraîchissantes a chuté de 10 % en 2013. Elle n'a cessé de reculer tout au long de l'année avec des replis très marqués en mars (-23 %) et juin (-20 %), des mois froids en 2013 qui ont freiné la consommation de boissons rafraîchissantes. Le prix à la production de l'ensemble des boissons a continué à augmenter en 2013 à un rythme plus soutenu qu'en 2012, tiré notamment par la forte progression du prix de la bière suite à la hausse de la taxation sur ce produit. Les prix des vins et champagnes se sont accrus, conséquence de disponibilités faibles. Après une forte inflation en 2012 (+13 %), les prix des boissons rafraîchissantes sont restés quasiment stables en 2013 (+0,7 %). Le prix du malt

a quant à lui diminué, après une flambée en 2012 (+20 %), dans le sillage du recul des cours de l'orge de brasserie. Le chiffre d'affaires de l'ensemble des boissons a ralenti sa progression, pénalisé par le repli de la production. Les chiffres d'affaires de tous les secteurs des boissons ont augmenté, sauf celui des vermouths et autres vins aromatisés qui a baissé presque autant qu'il avait progressé en 2012. Après trois ans de croissance soutenue, l'excédent commercial des boissons, point fort du commerce extérieur des industries agroalimentaires, s'est stabilisé à haut niveau, autour de 10,7 milliards d'euros. Les exportations ont stagné en 2013, rompant avec trois années de forte progression. Les expé-

ditions de vins, champagne et boissons distillées sont restées stables sur l'année mais ont reculé au second semestre. Le fait le plus marquant a concerné le repli des ventes vers la Chine dans un contexte d'enquête anti-dumping chinoise sur les vins européens. Les ventes de bières et cidres ont reculé. Les expéditions de malt ont progressé, notamment vers l'Afrique noire, le Vietnam et l'Amérique du Sud. Les ventes de boissons non alcoolisées ont augmenté, soutenues par les expéditions vers la Belgique. (En 2013, les exportations de corréales permettent l'excédent agroalimentaire de se maintenir à haut niveau, Commerce extérieur agroalimentaire n°2014/235, mars 2014).



La production de boissons a diminué en 2013

Évolution en %	1 ^{er} sem. 2013/1 ^{er} sem. 2012					2 ^e sem. 2013/2 ^e sem. 2012					Année 2013/Année 2012					
	Pro-duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tation*	Impor-tation*	Pro-duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tation*	Impor-tation*	Pro-duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tation*	Impor-tation*	
Boissons**	-5,8	6,4	3,1	1,8	4,7	-2,6	6,2	2,6	-1,3	-0,6	-4,0	6,3	2,8	0,2	1,9	
Boissons alcooliques distillées (rhum, whisky, cog., eaux-de-vie)	2,9	1,6	9,7	4,7	9,4	-3,9	1,2	-1,5	-4,7	4,5	-0,8	1,4	3,2	-0,5	6,7	
Champagne et mousseux	-3,5	3,5	0,2	1,8	1,0	-1,0	3,2	3,0	-0,7	2,2	-1,9	3,4	2,0	0,2	1,6	
Vins			5,9	0,3	6,1			2,1	-1,5	1,6			3,8	-0,6	3,8	
Cidre et autres vins de fruits			3,3	-2,1	49,1			4,0	-11,4	15,8			3,6	-6,8	31,0	
Autres boissons fermentées non distillées (vermouths etc.)			-1,9	-5,5	14,4	14,6		-1,1	-2,3	10,2	17,2		-1,5	-3,9	12,2	16,0
Bière	-11,1	17,2	0,0	-11,3	-10,4	-2,0	16,9	7,9	1,2	-11,7	-6,4	17,0	4,0	-5,3	-11,1	
Malt	-0,7	-0,6	5,2	9,0	-32,5	2,8	-4,6	6,0	9,1	-14,1	1,0	-2,6	5,6	9,0	-24,0	
Boissons rafraîchissantes, eaux en bouteille	-14,1	0,8	0,9	2,4	9,6	-4,9	1,1	3,2	5,5	-2,5	-9,8	1,0	2,0	3,9	3,3	
Boissons rafraîchissantes	22,7	0,8	1,1	5,1	10,7	18,2	0,7	2,0	8,0	4,2	20,5	0,7	1,6	6,5	2,8	
Eaux de table	11,2	1,3	0,5	0,1	2,9	0,0	2,6	5,5	3,1	11,2	6,1	1,9	2,9	1,4	6,9	

* En valeur
 ** Non compris les vins pour la production et les fabrications des cidres et vins de fruits pour le chiffre d'affaires
 Sources : Insee, SSP - Agreste, DGDDI (Douanes)

Autres secteurs

Produits à base de fruits et légumes

En 2013, la production de préparations et conserves à base de légumes a baissé, pénalisée par un climat printanier froid et humide défavorable aux cultures légumières. Au-delà des aléas climatiques, les quantités de légumes transformées par les industriels français ont tendance à s'éroder. Affectée en 2012 par la chute importante de production de pommes, la fabrication de préparations et conserves à base de fruits a renoué en 2013 avec son orientation haussière. Après deux années de stabilité, la fabrication de jus de fruits et légumes est également repartie à la hausse, stimulée par une consommation estivale favorable. La production de pommes de terre transformées, elle, a diminué, affectée par la baisse des quantités récoltées. Les prix à la production des fruits et légumes transformés ont continué à progresser (+ 1,6 %), mais moins qu'en 2012 (+ 4,4 %) et moins que le prix des fruits et légumes frais (+ 7 %). Le prix des

compotes et purées est celui qui a le plus augmenté (+ 7 %). Les prix des jus de fruits et des conserves de légumes se sont maintenus tandis que celui des légumes surgelés a diminué. Les chiffres d'affaires de l'ensemble des produits à base de fruits et légumes ont augmenté, exception faite de celui des légumes transformés qui a pâti du recul de la production. Le déficit commercial des fruits et légumes transformés a marqué une pause en 2013 pour se stabiliser autour de 2,3 milliards d'euros.

Produits issus des céréales (farines, semoules, produits amylicés)

En 2013, la production de produits amylicés a baissé (- 3,1 %), souffrant d'un ralentissement de l'activité de ses principales industries utilisatrices : papier, carton, pharmacie et produits alimentaires. Elle est restée toutefois à un niveau élevé. Après une flambée en 2011 suivie d'une baisse en 2012, les prix à la production des produits amylicés ont à nouveau augmenté en 2013 (+ 4,2 %) tout en restant inférieurs aux prix

records de 2008 et 2011. La production de farines a stagné en 2013 tandis que les prix ont progressé vivement (+ 10 %), dépassant le niveau déjà très élevé de 2012. Depuis 2011, l'excédent commercial des produits issus des céréales (farines, semoules, produits amylicés) se stabilise autour d'une valeur proche de 1,3 milliard d'euros.

Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires (pains et pâtisserie, biscuits-biscottes et pâtes alimentaires)

Les fabrications de biscuits-biscottes et de pâtes alimentaires, en baisse tendancielle depuis plus de 20 ans, ont diminué en 2013 (- 4 %). Les prix à la production, élevés en 2012, ont légèrement augmenté (+ 0,7 %). Les déficits commerciaux, récurrents, des biscuits-biscottes et des pâtes alimentaires se sont maintenus en 2013 tandis que le solde commercial des pains et pâtisserie, excédentaire, a poursuivi sa croissance en volume comme en valeur.

Sources, définitions et méthodes

■ Les données conjoncturelles des industries agroalimentaires (IAA) sont présentées selon la nomenclature d'activité productive Naf rév.2 entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2008. Les IAA regroupent les industries alimentaires (division 10) et les fabrications de boissons y c. de vins (division 11), mais n'incluent pas la fabrication de produits à base de tabac (division 12).

Les IAA sont intégrées à l'ensemble « Industrie manufacturière » (section C de la nomenclature) qui regroupe toutes les industries manufacturières, à l'exclusion de l'énergie et de la construction.

Les différents indicateurs des IAA utilisés ont pour base 100 l'année 2010. Ils ont des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont, de ce fait, pas toujours immédiatement comparables.

L'indicateur de chiffre d'affaires (Ica) et l'emploi salarié sont des indicateurs sectoriels.

Les autres indicateurs – Indice de production industrielle (Ipi), indice de prix à la production (IPP), données sur le commerce extérieur – sont des indicateurs de branche.

■ Les séries retenues pour l'Ipi couvrent partiellement certains domaines :

- l'Ipi de l'industrie laitière couvre également les glaces et sorbets.
- l'Ipi de l'industrie des boissons ne comprend pas les vins.

Les comparaisons sont effectuées, sauf précision contraire, en glissement annuel, c'est-à-dire par rapport à la même période de l'année précédente.

IAA 2011 : la transformation des produits de l'élevage tient une place importante dans le secteur

En 2011, les entreprises agroalimentaires au sens large (industries agroalimentaires, commerce de gros de produits agroalimentaires, artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie) comptaient près de 81 000 entreprises et employaient 670 000 salariés en équivalent temps plein d'après les résultats du dispositif Esane permettant l'élaboration des statistiques structurelles d'entreprises.

Parmi elles, les industries agroalimentaires comptaient 15 800 entreprises et 408 500 salariés (hors artisanat commercial). Ces industries ont réalisé 44 % du chiffre

d'affaires des entreprises agroalimentaires. La transformation de produits de l'élevage tient une place importante dans le secteur : 39 % chiffre d'affaires des industries agroalimentaires et 41 % de l'emploi sont apportés par les industries de la viande et du lait. Ces deux activités ont par ailleurs l'origine de 31 % de la valeur ajoutée et de 30 % des exportations directes. Les industries exportatrices de boissons et les autres industries alimentaires (sucre, chocolaterie, café, aliments diététiques, plats préparés, etc.) ont constitué les deux autres pôles de structuration majeurs des activités.

Les chiffres clés des entreprises agroalimentaires en 2011

Secteurs d'activités (NAF rév. 2)	Nombre d'unités légalisées	Effectifs salariés en équivalent temps plein	Effectifs salariés au 31 décembre	Chiffre d'affaires HT		Valeur ajoutée million d'euros
				Total million d'euros	dont à l'exportation %	
Ensemble des entreprises agroalimentaires	80 994	670 675	756 176	351 198	19,3	50 014
Industries agroalimentaires	15 846	375 739	408 497	156 522	19,9	29 687
Industries alimentaires	12 887	334 573	365 068	131 397	18,3	23 263
Transf. & conserv. viande & prép. viande	2 874	102 720	111 823	33 598	11,9	5 554
Transf. & conserv. poissons, crust., etc.	318	10 995	11 779	3 412	11,3	590
Transf. et conserv. de fruits et légumes	1 176	23 828	24 667	7 743	18,0	1 525
Fab. huile et graisse végétale & animale	213	2 791	2 970	4 140	27,3	394
Fabrication de prod. laitiers	1 958	52 537	56 464	27 219	19,4	3 726
Travail des grains ; fab. prod. amyloacés	512	13 150	14 418	7 191	44,4	1 432
Fab. prod. boulangerie-pâtis. & pâtes	1 658	41 419	46 707	10 084	14,1	2 511
Fabrication autres produits alimentaires	3 737	69 753	77 921	25 662	21,2	5 972
Fabrication d'aliments pour animaux	441	17 380	18 319	12 348	14,6	1 558
Fabrication de boissons	2 959	41 166	43 429	25 126	28,3	6 424
Commerce de gros de prod. agroalimentaires (hors tabac)	21 588	162 274	180 293	182 271	20,1	14 050
Artisanat commercial	43 560	132 662	167 386	12 404	0,3	6 277
Charcuterie	3 666	10 530	13 631	1 317	0,3	518
Cuisson de prod. de boulang.	4 281	7 947	9 024	779	0,2	321
Boulangerie-pâtisserie	28 747	93 446	119 386	8 215	0,1	4 445
Pâtisserie	6 866	20 739	25 543	2 092	1,4	994

1. Y compris autres produits et autres charges

Champ : entreprises des industries agroalimentaires, de l'artisanat commercial et du commerce de gros agroalimentaire, hors tabac, Dom inclus.

Sources : Insee - Esane 2011, traitement SSP (Données définitives)

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - IAA » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - IAA » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- Le tableau de bord mensuel des IAA qui retrace le climat conjoncturel des IAA, au travers de différents indicateurs et des chiffres du commerce extérieur

Les synthèses conjoncturelles IAA :

- « Au 3^e trimestre 2013, le repli de l'activité des IAA se poursuit, mais à un rythme plus modéré » Synthèses n° 2014/230, janvier 2014
- « Le recul de l'activité des IAA s'est tassé au 2^e trimestre 2013 » Synthèses n° 2013/220, octobre 2013
- « Au premier trimestre 2013, la production des IAA est en retrait » Synthèses n° 2013/217, juillet 2013
- « L'activité des IAA ralentit en 2012 », Synthèses n° 2013/209, avril 2013
- « Le poste « Autres produits alimentaires » : 16 % de la production agroalimentaire française », Synthèses n° 2011/168, décembre 2011
- « IAA : une activité soutenue sur fond de hausse des prix », Synthèses n° 2011/156, juillet 2011
- « Les fabrications françaises de produits laitiers s'adaptent à la hausse de la demande européenne et mondiale », Synthèses n° 2011/155, juillet 2011
- « Boissons alcooliques distillées : reprise de la demande états-unienne et essor de la demande chinoise », Synthèses n° 2010/136, décembre 2010

Les primeurs IAA :

- « Les entreprises agroalimentaires en 2011 », Agreste primeur n° 309, mars 2014
- « Une hausse plus modérée des ventes de produits agroalimentaires en 2012 », Agreste primeur n° 305, novembre 2013
- « Les exportations et les prix dopent les ventes » Agreste Primeur n° 287, septembre 2012
- « Viandes et boissons en tête », Agreste Primeur n° 267, octobre 2011

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidef : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
CNPO : Comité national pour la promotion de l'œuf
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofourmitures de l'Union européenne
Coop de France
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Itavi : Institut technique de l'aviculture
Matif : Marché à terme international de France
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
WASDE : Word agricultural supplies and demand estimates

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics

Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fob : free on board
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
IAA : industries agroalimentaires
lpaa : indice de prix de l'alimentation animale
lpampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
lppap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
ProdCom : production communautaire
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officielle
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique Conjoncture.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace Données en ligne.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr

Le CDIA est ouvert les mardi et jeudi de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85.



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 85 - Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot
Rédacteur en chef : Paul Casagrande
Composition : SSP Beauvais
Dépôt légal : À parution
© Agreste 2014

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr